

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 462 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 462
Mai-Juin-Juillet 2002
39^e année

DANS CE NUMERO

-Une illusion insensée (Rosa Luxembourgeois)
-Bref aperçu sur le Venezuela
-Force, violence, dictature dans la lutte de classe (Extraits)
-LCR et Lo en gravitation autour de l'Union Sacrée
-Aux Editions programme. Textes en français (Extrait)

Après la mascarade présidentielle

«La France a gagné!» titrait *Le Parisien* le lendemain du second tour des présidentielles, à l'unisson de tous les médias qui se félicitaient que les français avaient bien voté en apportant massivement leurs suffrages au candidat du RPR: plus de 80% des voix sans avoir à truquer les urnes, de quoi faire pâlir un Ben Ali ou un Bouteflika, telle étant la puissance de la démocratie bourgeoise lorsqu'elle mobilise toutes ses ressources. «Abstention, piège à cons!», «S'abstenir, c'est voter Le Pen», «Un bulletin nul, c'est une demi-voix pour Le Pen», «Où étiez-vous le jour du premier tour?», etc.

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas assisté à une mise en oeuvre de tous les moyens de communication et de propagande, à une mobilisation de tous les partis, associations, syndicats, églises, pour pousser les électeurs en rangs serrés vers les isoloirs et leur faire déposer un bulletin en faveur de Chirac. A cette occasion un véritable parti unique de la démocratie, c'est-à-dire des défenseurs de l'ordre établi, est apparu en pleine lumière: réunissant le patronat aux syndicats, y compris contestataires, les dignitaires de l'Eglise aux rationalistes athées, Canal + au Figaro, le catholique d'extrême droite De Villiers au trotskyste Krivine. Quant à Le Pen, il joue dans la mascarade le rôle irremplaçable du grand méchant loup qui mettrait en danger la République, la Démocratie et les Libertés. Ouf! Pour une fois le «fasciste» n'est pas passé, l'escroc Chirac nous a sauvé du *facho* Le Pen. Mais où réside l'escroquerie, au juste?

L'ESCROQUERIE ANTIFASCISTE

L'accession du candidat du Front National au second tour des présidentielles, alors que tout le monde prévoyait un duel classique Chirac-Jospin, a fait l'effet d'un véritable électrochoc. La poussée électorale imprévue de Le Pen signifiant une menace fasciste contre les «valeurs» de la République et de la démocratie, il est impératif de conjurer cette menace en votant massivement pour le candidat bourgeois officiel: tel est le raisonnement que l'on nous a répété sur tous les tons entre les deux tours de l'élection. Or ce raisonnement est faux du début à la fin.

S'il y avait vraiment une menace fas-

(Suite en page 2)

A bas la démocratie bourgeoise! A bas la République du Capital! Vive la lutte de classe contre le capitalisme, ses partis de droite ou d'extrême droite et ses valets de gauche!

Après des années où, au gouvernement, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour renforcer le capitalisme, aider les patrons, consolider l'Etat bourgeois; après des années où, au gouvernement ou dans l'opposition, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour faire accepter aux travailleurs l'ag-

gravation de leur exploitation, la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, pour empêcher ou stériliser leurs réactions de défense, les partis réformistes de gouvernement viennent de constater, avec surprise, qu'une partie de leur électorat les a abandonnés.

Quelle est leur réaction? - continuer leur oeuvre malfaisante en appelant les travailleurs qu'ils ont constamment trahi, à soutenir le représentant attiré de la bourgeoisie (et, à ce titre, le super-voleur) qui durcit encore son programme anti-ouvrier! Sous le prétexte de «faire barrage à Le Pen», au nom de la «défense de la Démocratie» ou de la «République» ils appellent à soutenir Chirac, un politicien qui n'hésitera jamais demain, comme il l'a fait hier, à utiliser toutes les forces de répression étatiques ou para-étatiques contre les travailleurs en lutte: souvenons-nous des crimes du gouvernement gaulliste contre les travailleurs algériens à Paris, souvenons-nous qu'en mai-

juin 68 le gouvernement dont Chirac faisait partie avait mobilisé l'armée, déchaîné ses CRS, préparé ses commandos du S.A.C. face aux grèves ouvrières, souvenons-nous de la répression meurtrière des manifestations lycéennes lorsque Chirac était Premier Ministre; souvenons-nous des centaines de milliers de grévistes et des millions de manifestants en 95 contre le gouvernement Chirac-Juppé...

Mais c'est précisément tout cela que les partis et organisations réformistes, serviteurs empressés de la bourgeoisie, voudraient faire oublier, de même qu'ils voudraient faire oublier leurs propres agissements anti-prolétariens et empêcher la compréhension

que ce sont eux les premiers responsables de la paralysie et de l'impuissance des travailleurs à se défendre.

LA PLUS DÉMOCRATIQUE DES RÉPUBLIQUES BOURGEOISES NE PEUT ÊTRE RIEN D'AUTRE QU'UNE MACHINE À OPPRIMER LES TRAVAILLEURS (LÉNINE)

Les gouvernements de gauche qui se sont succédés depuis vingt ans ont montré qu'ils n'avaient rien de radicalement différent des gouvernements de droite, à ceci près qu'ils

(Suite en page 2)

Le coup d'Etat manqué au Venezuela est un avertissement pour les prolétaires

Le vendredi 12 avril dernier, à l'issue d'une ardente et prolongée campagne des médias contre le régime, après plusieurs manifestations de bourgeois et petits-bourgeois, après des grèves déclenchées en commun par les patrons et le syndicat CTV (!) contre le gouvernement, etc., les militaires vénézuéliens renversaient le président Chavez en utilisant le prétexte qu'une grande manifestation d'opposition qui se dirigeait vers le palais présidentiel venait d'essuyer des coups de feu et de se solder par 15 morts et des centaines de blessés.

Alors que Chavez, présenté comme démissionnaire, était mis au secret dans une base militaire, un nouveau président était immédiatement intronisé sous les auspices des chefs militaires, des dignitaires de l'Eglise, des chefs syndicaux et autres notables: Pedro Carmona, qui n'était autre que le «patron des patrons», le président de la Fédécamaras (le Medef vénézuélien)!

Au plan international, le porte-parole de la Maison Blanche américaine refusait d'appeler un coup d'Etat ce qui vient de se passer en estimant que Chavez était responsable de ce qui lui arrivait, tandis que l'ambassadeur d'Espagne (l'Espagne occupe la présidence européenne) saluait les nouvelles autorités. Les dirigeants des pays d'Amérique Latine en réunion ce week-end là, manifestant plus de circonspection et de prudence, se fendaient de quelques déclarations alambiquées sur le respect de la démocratie et de l'ordre constitutionnel: aucun d'eux ne voudrait bien sûr prendre le parti d'un perdant qui a si manifestement irrité le puissant parrain américain, mais d'autre part plus d'un craignait

qu'un beau jour l'idée vienne à des militaires de les chasser du pouvoir si la situation économique et sociale de leur pays ne s'arrange pas...

Sans perdre de temps, le nouveau président décrète l'abrogation des mesures et lois du précédent gouvernement (notamment pour ce qui concerne la politique pétrolière et la distribution des terres des grands propriétaires latifundiaires), la dissolution du parlement, de la Cour suprême et des diverses institutions électives, et annonce qu'il gouvernera par décrets pendant un an. Une première vague d'arrestation d'une centaine de partisans du président déchu est immédiatement lancée par la police - qui n'avait pas cessé de tenir bien à jour ses fichiers sous le gouvernement «populaire» renversé.

Cependant les choses se compliquent pour les putschistes. Dès le samedi des manifestations de protestation éclatent à Caracas et ce sont bientôt des dizaines de milliers de personnes qui manifestent, dressent des barricades et s'affrontent avec la police. Les militaires d'une garnison stratégique (Maracay) affirment publiquement qu'ils refusent d'obéir aux nouveaux dirigeants et réclament le retour du président renversé. En fin de journée les partisans de Chavez prennent le contrôle des chaînes de télévision. Les manifestations de prolétaires et sans-réserves se sont étendues à tout le pays, accompagnées de pillages de magasins (la répression des émeutes fera 47 morts).

A la suite de discussions à huis-clos entre les chefs militaires et Carmona, celui-ci démissionne finalement en fin de journée; l'ancien vice-président Caballo qui venait de

prêter serment comme Président, peut alors annoncer que «l'ordre constitutionnel est rétabli» et qu'il assume la présidence jusqu'à la «réapparition» de Chavez. Les mêmes militaires qui l'avaient renversé se déclarent maintenant partisans du retour de celui-ci.

Il faudra attendre encore plusieurs heures pour que Chavez réapparaisse au milieu de la foule de ses partisans, brandissant un crucifix et un exemplaire de la Constitution. Dans son discours où il jure qu'il n'a jamais en réalité démissionné, il affirme qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières (heureuse coïncidence: les responsables américains venaient de mettre en garde contre toute chasse aux sorcières envers les putschistes...) et il appelle à l'union de tous les vénézuéliens.

LES RAISONS DU COUP D'ETAT

Chavez est un ancien colonel qui devient bruyamment célèbre lorsque sa tentative de coup d'Etat en 1992 en fit une sorte de héros populaire contre les puissants et les privilégiés. Se présentant comme le sauveur de la patrie et le défenseur des pauvres (dans un pays où 80% de la population est en-dessous du seuil de pauvreté) face aux partis politiques traditionnels discrédités, il fut élu président en 1998. En dépit de toute sa démagogie sur une fumeuse «révolution bolivarienne» pacifique qu'il prétendait réaliser, la politique de Chavez ne fut en rien anticapitaliste, relevant davantage du verbe (comme sa réforme constitutionnelle qui inaugura une Ve République) que de la réalité (1).

(Suite en page 3)

A bas la démocratie bourgeoise! A bas la République du Capital! Vive la lutte de classe contre le capitalisme, ses partis de droite ou d'extrême droite et ses valets de gauche!

(Suite de la page 1)

arrivaient plus facilement et avec beaucoup moins de heurts à «faire le sale boulot» des bourgeois (Fabius) grâce à leur vieille pratique de pompiers sociaux: démonstration a été faite et refaite que la division de la société en **classes**, aux intérêts immédiats et à long terme **opposés**, est une réalité qu'aucun changement de majorité électorale ne peut modifier; démonstration a été faite et refaite que les intérêts d'une minuscule minorité capitaliste priment les intérêts de millions de travailleurs et commandent l'action de tous les gouvernements; démonstration a été faite et refaite que **l'Etat est l'instrument suprême de défense des intérêts capitalistes**, quels que soient les politiciens qui se trouvent à un moment donné à sa tête, et que le système politique démocratique bourgeois, censé assurer la souveraineté de citoyens libres et égaux, sert en réalité à masquer la domination des intérêts capitalistes sur toute la société.

Si on ne s'attaque pas au profit, au salariat, à la concurrence, si on ne combat pas un Etat, perfectionné et renforcé depuis deux siècles comme arme au service de la classe dominante et de son système d'exploitation, il n'est pas possible de supprimer les méfaits du capitalisme, ni même d'améliorer, de façon un tant soit peu durable, la situation des travailleurs: tel est l'enseignement du marxisme, entièrement confirmé par l'expérience des agissements des partis et organisations réformistes.

Contrairement à ce que prétend la propagande démocratique, ce ne sont pas les consultations électorales qui déterminent les orientations essentielles et la politique fondamentale de l'Etat. Mais les élections, comme tout le théâtre de la politique bourgeoise, sont indispensables pour manipuler les po-

pulations, diffuser à forte dose les vapeurs anesthésiantes du démocratism, du légalisme, du pacifisme, bref pour faire croire que la lutte collective, avec toutes ses difficultés et ses incertitudes, n'est pas nécessaire pour se défendre contre les patrons et l'Etat, puisqu'il suffirait de glisser un bout de papier dans l'urne pour arriver sans effort, un jour ou l'autre, à ce résultat! C'est ainsi que les illusions démocratiques et les superstitions électoralistes sont une puissante antidote à la lutte de classe, c'est-à-dire à la **seule menace réelle** pour le capitalisme.

L'EXTRÊME DROITE, CROQUE-MITAINÉ DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Le Front National n'est pas seulement l'organe des fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, par exemple celles liées à l'intégrisme catholique, et l'expression politique des secteurs capitalistes les plus menacés par la concurrence étrangère; il a aussi et surtout une fonction réactionnaire plus importante de mobilisation d'une partie de l'opinion en faveur d'un renforcement de l'Etat, d'une accentuation de la répression sociale, de l'aggravation de la division des travailleurs et, de manière générale, d'un approfondissement des attaques de la classe bourgeoise contre les conditions de vie et de travail des prolétaires. En l'absence de toute perspective concrète réelle de lutte et d'organisation contre ces attaques, il n'est guère étonnant que même des exploités, déçus par les trahisons réformistes et écoeurés par leur soutien ouvert au candidat bourgeois officiel, se laissent prendre à la démagogie raciste et xénophobe d'un Le Pen.

Mais le FN est aussi utilisé par la classe dominante pour ramener dans le bercail bour-

geois ceux qui tendent, plus ou moins confusément, à lui échapper. Pendant toute l'époque Mitterrand, la «menace de Le Pen» a été agitée jusqu'à l'écoeurement par les partis de gauche pour faire oublier leurs agissements anti-prolétaires; aujourd'hui, elle est agitée par tous les partis et tous les médias pour faire croire que la «démocratie», c'est-à-dire le système politique en vigueur et l'Etat bourgeois qui assurent la permanence de l'exploitation capitaliste, sont des biens communs à tous qu'il faudrait «défendre» et «respecter» - et que l'action politique consiste à choisir dans les urnes par quel politicien on va être berné...

TOUTE LUTTE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE QUI N'EST PAS UNE LUTTE CONTRE LE CAPITALISME ET CONTRE L'ETAT BOURGEOIS, N'EST QU'UNE MYSTIFICATION!

Si Le Pen est incontestablement l'ennemi ouvert et déclaré des travailleurs, il ne faut pas que cet épouvantail dissimule que l'ennemi fondamental est le **capitalisme** et l'**Etat** qui le défend. Ce n'est pas Le Pen qui a mis au chômage des millions de prolétaires et jeté dans la précarité des millions d'autres; ce n'est pas Le Pen qui a soumis les travailleurs immigrés à une véritable situation d'exception et a développé un véritable racisme d'Etat; ce n'est pas Le Pen qui a multiplié les mesures en faveur des patrons; ce n'est pas Le Pen qui a intensifié l'exploitation et la charge de travail; ce n'est pas Le Pen qui vient d'acquiescer en catimini à l'augmentation de l'âge de la retraite; ce n'est pas Le Pen qui a décidé la participation à des guerres en Yougoslavie, en Afghanistan, dans le Golfe, qui a maintenu et développé l'exploitation impérialiste des ex-colo-

nies africaines, qui a permis le génocide au Rwanda, les massacres ethniques au Congo-Brazzaville (pour ne citer que les crimes récents les plus abominables de l'impérialisme français), mais bien cette démocratie et cette république dirigés par ces partis qui font aujourd'hui assaut d'antifascisme et feignent hypocritement l'indignation devant le Front National!

Contre Le Pen, mais aussi contre Chirac, contre tous les partis de droite et d'extrême droite, mais aussi contre les partis de gauche, valets réformistes de la bourgeoisie, les travailleurs doivent se mobiliser, non pour défendre une forme politique de la domination bourgeoise (démocratique), une façon de se faire exploiter (en douceur), une variété du capitalisme (non libérale), mais pour **combattre ouvertement le capitalisme, la classe bourgeoise et son Etat**. Ce n'est qu'en rompant avec les désastreuses illusions démocratiques, légalistes et électoralistes, qu'il sera possible d'éviter le piège fatal du soutien à l'ordre bourgeois au nom de l'antifascisme démocratique qui rend les travailleurs impuissants face à leurs exploités.

Ce n'est qu'en reprenant les méthodes, les moyens et les buts de la lutte de classe, en rupture avec les organisations réformistes et de collaboration des classes, en revenant à la solidarité de classe par delà les divisions de nationalité, de race, de sexe, d'âge, comme de catégorie ou d'entreprise, que les travailleurs pourront reconstituer une force capable de dresser effectivement **un barrage**, pas seulement au FN, mais à toutes les attaques capitalistes. Ce n'est qu'en se lançant dans la lutte de classe ouverte, en reconstituant leur véritable parti de classe, radicalement différent et opposé aux partis réformistes anti-ouvriers, que les travailleurs pourront renouer avec la seule **politique prolétarienne**:

LA LUTTE ANTIBOURGEOISE, LA PRÉPARATION DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE POUR RENVERSER L'ETAT BOURGEOIS ET SUPPRIMER À JAMAIS LE CAPITALISME!

(1er mai 2002)

Après la mascarade présidentielle

(Suite de la page 1)

ciste, cela voudrait dire que la bourgeoisie est sur le point d'abandonner la forme démocratique de sa domination politique pour passer à la forme dictatoriale signifiant la répression violente et brutale de tous ses opposants. Il serait alors particulièrement absurde de croire possible de s'opposer à ce tournant en se fiant aux méthodes démocratiques, comme si le papier des bulletins de vote pouvait protéger des matraques, des fusils, de la prison ou des pelotons d'exécution, ou en soutenant un politicien bourgeois démocrate. L'histoire a déjà montré où mène ce genre de tactique: en mars 1932 les sociaux-démocrates allemands avaient fait élire président Hindenburg, conservateur réactionnaire mais «respectueux de la Constitution», pour faire barrage à Hitler: en janvier 1933 c'est ce même Hindenburg qui nommait Hitler chancelier (premier ministre) du Reich...

On ne peut pas combattre le fascisme, c'est-à-dire la forme extrême de la réaction bourgeoise en marche pour écraser le mouvement prolétarien, en restant sur le terrain bourgeois des joutes parlementaires, des élections démocratiques, du soutien à un camp bourgeois supposé être un moindre mal par rapport à d'autres bourgeois extrémistes. Une telle tactique est suicidaire parce qu'elle affaiblit la force et la cohésion prolétariennes face à la classe dominante et à son Etat. Contre la montée du fascisme, c'est-à-dire contre le déchaînement de la réaction bourgeoise, il n'y a pas d'autre solution que de se placer sur le terrain de l'affrontement ouvert, donc sur le terrain de la lutte de classe, sur le terrain de la préparation de

l'insurrection et de la guerre civile, en s'appuyant sur l'organisation indépendante de classe des prolétaires autour de leur parti révolutionnaire.

S'il n'existe pas aujourd'hui de menace fasciste, c'est tout simplement parce que la stabilité de la domination bourgeoise n'est pas le moins du monde menacée et que le prolétariat ne représente encore aucun danger pour le capitalisme. Le système démocratique fonctionne malheureusement toujours à merveille pour assurer l'adhésion à l'ordre établi et la formule de l'**antifascisme démocratique** selon laquelle l'union interclassiste pour la défense de la démocratie est requise dès qu'existe une menace, vraie ou supposée contre celle-ci, n'a rien perdu de son efficacité anti-prolétarienne, en dépit des tragiques expériences historiques: en l'absence du parti de classe qui en rappelle les amères leçons et oriente le mouvement prolétarien conformément à elles, ces expériences ne peuvent être assimilées par les prolétaires soumis en permanence à la propagande de la bourgeoisie et désorientés par la multitude des organisations et partis soumis à celle-ci.

EFFONDREMENT ÉLECTORAL DU PS ET DU PCF

En jetant un coup d'oeil aux chiffres électoraux, il est facile en outre de voir que la poussée électorale de l'extrême droite est comme toute relativement limitée. Le tandem Le Pen - Mégret a bien gagné 900.000 voix par rapport aux présidentielles de 1995, mais il faut se souvenir qu'alors De Villiers avait obtenu 1.400.000 suffrages; une bonne partie de ceux qui avaient voté pour lui se sont sans aucun doute reportés sur Le Pen ou Mégret (une

autre partie votant Boutin ou Chevènement).

Les véritables bouleversements électoraux de cette présidentielle ne sont donc pas à chercher de ce côté-là, mais dans la baisse spectaculaire du nombre de voix récoltées par les candidats situés au centre et dans la progression sans précédent de l'abstention. Par rapport aux élections présidentielles de 1995, les partis de la droite classique perdent plus de deux millions et demi de voix et les partis de la gauche gouvernementale (si l'on y inclue Chevènement) en perdent un million et demi, tandis que les trotskystes en gagnent 1,3 millions, le chiffre des abstentionnistes augmentant de 3 millions.

Regardant d'un peu plus près, on constate qu'à droite les centristes de l'UDF ont perdu bien davantage que Chirac qui ne perd que 800.000 voix; à gauche les pertes sont celles du PS et du PCF: le Parti Socialiste perd presque deux millions et demi de voix (plus du tiers de son électorat) et le Parti Communiste en perd près d'un million sept cent mille (quasiment les deux-tiers de son électorat). Ces voix perdues se retrouvent en partie chez les Verts (presque cinq cent mille voix de plus), en partie chez Chevènement et Taubira, mais surtout à l'extrême gauche et dans l'abstention. A noter que chez les trotskystes, l'essentiel de la progression est due à la LCR (un million deux cent mille voix) dont le candidat avait été propulsé par les médias quand LO était créditée de 10 % des suffrages. Celle-ci ne gagne finalement que 15.000 suffrages (elle perd même des voix là où l'abstention prolétarienne progresse fortement).

En résumé, les faits les plus significatifs du premier tour sont le véritable **effondrement électoral** du PS et du PCF qui

payent ainsi leurs années de politique anti-ouvrière, la polarisation de l'échiquier politique avec le renforcement électoral relatif ou absolu des deux pôles, et l'augmentation de l'abstention. Si l'on ajoute aux 11,5 millions de personnes qui se sont abstenues (28,4% des électeurs) les 4 millions environ de non-inscrits et les 3 à 4 millions de travailleurs immigrés qui n'ont pas le droit de vote, nous pouvons nous rendre compte du nombre de gens qui ne participent pas au mécanisme électoral.

Or une grande partie de ceux-ci, pour ne pas dire la plus grande partie, sont des **prolétaires**. Cela ne veut pas dire, évidemment, qu'ils partagent les positions abstentionnistes de la gauche communiste, ni qu'ils échappent aux illusions démocratiques; mais cela montre le fait éminemment positif pour le futur de la lutte de classe que la classe ouvrière tend à être **un peu moins** enlignée dans tout ce système élaboré par la bourgeoisie pour prévenir ou détourner les affrontements sociaux. Entre parenthèses cela permet aussi de réfuter au passage les déclarations

Points de contact:

Toulouse: Vente de la presse au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

Aix-en-Provence, Paris: Les personnes désireuses de participer aux réunions sont priées d'écrire au journal pour être informées des dates et lieux. Ces réunions sont ouvertes à tous les lecteurs intéressés à s'informer et à discuter de nos positions.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!

**«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»**

Vient de paraître
Ré-édition de la brochure:
«La question parlementaire
dans l'Internationale
Communiste»

Présentation / Introduction à l'édition de 1967 / **Première partie:** Position du problème: l'année 1919 - Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919) - Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919) / **Deuxième partie:** Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste - Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine) - Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Discours de Lénine - Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès: I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme. II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois. III. La tactique révolutionnaire - Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien / **Troisième partie:** A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926) - Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913) - Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919) - Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919) - Elections («Il Comunista», 14-4-1921) - Manifeste pour les élections («Il Comunista», 21-4-1921) - Nostalgie abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924) - Bilan de l'aventure antifasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)
(Brochure «le prolétaire», n° 19, 76 pages, 2 Euros)

Le coup d'Etat manqué au Venezuela est un avertissement pour les prolétaires

(Suite de la page 1)

C'est pourquoi il était soutenu dans l'ombre par les cercles capitalistes dirigeants du pays (2).

Mais au cours de la dernière période, pris en tenailles entre le besoin de combattre sa perte rapide d'influence parmi les masses déshéritées qui ne voient rien venir de concret, et les exigences croissantes d'une classe dominante rétive aux moindres mesures sociales un tant soit peu significatives, Chavez s'était heurté aux intérêts de certains secteurs bourgeois. Les incohérences de sa très timide politique réformiste et la fragilité de sa position ne sont en définitive que les incohérences et la fragilité du réformisme dans un pays de la périphérie capitaliste qui ne dispose que de peu de **miettes** à concéder aux masses prolétariennes: encore plus qu'ailleurs les améliorations réelles des conditions du prolétariat et des sans-réserves ne peuvent être arrachées que par la **lutte anti-capitaliste** la plus résolue et non par la voie réformiste.

Voulant démontrer avec éclat qu'il était bien un réformateur ennemi des privilégiés, Chavez essaya de jouer la comédie de la réforme agraire en promulguant une loi visant au rachat et au partage des grandes propriétés latifundiaires afin que puissent s'y installer les déshérités. Dans un pays où les neuf dixièmes de la population vit dans les villes, la portée d'une telle mesure ne pouvait être que bien limitée pour les masses; mais elle déclencha l'ire des bourgeois qui la dénoncèrent comme une atteinte intolérable au principe de la propriété privée.

Mais c'est une autre mesure qui consuma finalement le divorce avec les secteurs bourgeois dominants: la tentative de mettre au pas la société pétrolière PDVSA afin d'augmenter ses redevances à l'Etat. Il faut

savoir que le pétrole, produit essentiellement par la PDVSA, représente 70% des exportations vénézuéliennes et 50% des recettes étatiques. Bien que nationalisée depuis des années, la PDVSA qui est la principale entreprise du pays et qui fait partie des grandes «multinationales» du pétrole, est un véritable Etat dans l'Etat; jalouse de son indépendance, elle représente une vache à lait pour un nombre considérable de groupes bourgeois, grands ou petits, alors qu'elle ne verse plus que 30% de ses bénéfices à l'Etat contre 75% il y a une vingtaine d'années (3). La décision du gouvernement d'y nommer de nouveaux dirigeants pour y faire le ménage et trouver des rentrées financières dont il a besoin pour financer sa politique, déclencha donc une véritable fronde contre «l'étatisme» de Chavez.

S'opposant à la nomination des nouveaux dirigeants et au licenciement des anciens et avec l'intention déclarée de faire tomber le gouvernement, les cadres supérieurs de la PDVSA déclenchèrent une «grève» de la production pétrolière soutenue par le patronat et la Confédération syndicale CTV, avec l'appui des médias.

Cette décision de mettre au pas une entreprise qui est un de leurs fournisseurs principaux de pétrole s'était aussi attirée les foudres des Etats-Unis, non seulement en raison des sympathies pro-cubaines de Chavez et de ses contacts avec l'Irak, mais sans doute davantage parce qu'il avait rompu avec la pratique vénézuélienne habituelle de non respect de la discipline de l'OPEP et de vente du pétrole à bas prix: cette attitude du 4e producteur mondial de pétrole avait joué un rôle important dans l'affaiblissement de ce cartel des pays pétroliers pour le plus grand avantage des grands pays capitalistes, toujours à la recherche des coûts les plus bas des matières premières. Depuis sa venue au

pouvoir, le gouvernement Chavez s'est employé à restaurer la discipline de l'OPEP afin de faire remonter les cours - avec un succès mitigé en raison du refus de la Russie ou de la baisse de la demande consécutive à la crise économique mondiale (4).

Mais avant même de s'aliéner la bourgeoisie, le gouvernement Chavez s'était attaqué aux masses de sans-réserves et à une fraction importante de la petite-bourgeoisie qui le soutenaient.

Sous la pression, non du FMI ou de la Banque Mondiale (ces institutions qui servent généralement de commode bouc-émissaire pour la bourgeoisie ne sont en réalité que les fondés de pouvoir du capitalisme mondial) mais de la bourgeoisie vénézuélienne (importante fuite de capitaux organisée par les grands capitalistes) et internationale, Chavez, en dépit de ses déclarations fanfaronnes contre les «riches» imposait à la fin de l'année dernière des mesures d'austérité et laissait flotter la monnaie; la conséquence était une forte hausse des prix y compris des biens de première nécessité (le Venezuela importe la plus grande partie des produits alimentaires) qui frappe évidemment d'abord les plus pauvres.

Le principal argument de Chavez à destination de la bourgeoisie a été qu'il s'est toujours présenté comme le seul à pouvoir éviter une explosion sociale, un nouveau «sacudon» (les émeutes de Caracas en 1989) peut-être encore plus terrible qu' alors. La chute de sa popularité parmi les masses convainquit les cercles dirigeants de la bourgeoisie que cet argument ne tenait plus et qu'il n'était désormais plus qu'une nuisance: la bourgeoisie n'hésite jamais à jeter dehors du jour au lendemain le serviteur usé ou devenu inutile, sans s'embarrasser de faribo-

(Suite en page 4)

péremptories des «politologues» selon lesquelles les ouvriers soutiendraient maintenant majoritairement Le Pen.

Cette augmentation de l'abstention préoccupe d'ailleurs probablement la plupart des responsables politiques bourgeois davantage encore que le bon score de Le Pen: c'est en tout cas ce qu'indique la campagne massive des médias après le premier tour contre l'abstention.

DOMINATION PERSISTANTE DE L'IDÉOLOGIE ET DE LA PRAXIS DÉMOCRATIQUES

L'arrivée au second tour du chef du Front National a provoqué les manifestations de rue que l'on sait qui ont culminé dans les cortèges gigantesques du 1er mai. Mais ces manifestations imposantes étaient politiquement plus que faibles: l'opposition à Le Pen ne s'est pas élargie à l'opposition à tous les politiciens et partis bourgeois, à l'opposition au **système capitaliste** dont il est l'un des représentants, elle a servi au contraire à justifier le ralliement au candidat bourgeois officiel et elle a constitué une adhésion renouvelée aux mécanismes politiques chargés d'assurer la stabilité du système capitaliste. Presqu'immédiatement les réactions d'hostilité à l'extrême droite, placées sous le signe du «Front républicain», se sont transformées en manifestations conformistes de soutien à l'ordre établi - à la démocratie, à l'Etat bourgeois, derrière le torchon tricolore dégoulinant de sang et de boue et l'hymne national qui a retenti dans d'innombrables tueries. Cette évolution «spontanée» sous l'influence de l'idéologie dominante a été aussi l'oeuvre des partis politiques de gauche qui ont ainsi couronné de belle façon leur action constante au service du capitalisme et de la classe dominante. Dès le soir du premier tour, les responsables du PS du PCF (et des Verts) appelaient à soutenir Chirac. Ces appels

étaient relayés et amplifiés les jours suivants par toute la puissance des médias, par d'innombrables associations, organisations, institutions et personnalités les plus diverses pressées de participer à cette gigantesque campagne de mise en condition, tandis que le candidat président ne se gênait pas pour saluer les jeunes manifestants, en dépit du rôle actif de l'extrême-gauche soit-disant révolutionnaire dans ces manifestations...

Ce rouleau compresseur a eu les résultats attendus par les forces qui l'avaient mis en branle: des millions de manifestants sont descendus dans les rues pour exprimer leur opposition à l'extrême droite et il se sont retrouvés rassemblés dans les faits en défense du système politique bourgeois, et pour faire triomphalement réélire un politicien capitaliste réactionnaire à la tête de la démocratie impérialiste française. C'est une nouvelle démonstration en pratique de la domination incontestée de l'idéologie et de la praxis démocratiques et de son caractère fondamentalement conservateur, anti-prolétarien.

VERS UN RÉFORMISME DE RECHANGE

Mais si la démocratie bourgeoise, qui est l'arme la plus efficace contre la renaissance de la lutte de classe, a démontré avec éclat son efficacité, la perte d'adhésion spectaculaire des partis réformistes qui en sont l'un des piliers, hypothèque son bon fonctionnement et constitue une menace potentielle pour la gestion des contradictions sociales: qui demain aura une influence suffisante pour contenir une vague de luttes ouvrières comme le PC avait pu le faire en mai-juin 68, et donner une crédibilité à une alternative parlementaire à la lutte classiste, comme le PS et le PC l'avaient fait tout au long des années 70? La bourgeoisie a besoin d'organisations et partis réformistes forts pour détourner

les luttes inévitables et prévenir les explosions sociales.

L'affaiblissement des partis réformistes traditionnels lui pose donc un problème politique d'importance. Il n'est pas sûr qu'une cure d'opposition suffise à sauver le PC dont la longue agonie paraît entrée dans sa phase terminale et le PS lui-même est à un tournant. Le groupe dirigeant du PC n'entend pas faire machine arrière pour retrouver une image de pseudo-combativité à la Marchais (comme en rêvent les divers opposants nostalgiques), mais aller plus loin encore dans la «mutation», c'est-à-dire la transformation en un parti bourgeois de gauche classique, sans liens particuliers avec la classe ouvrière. Parallèlement, les quelques voix qui avaient préconisé au PS que le parti redevenne un «parti des salariés», ont été vite étouffés par les représentants des courants les plus influents: directement au contact avec les milieux bourgeois dominants, ceux-ci n'ont aucune envie de voir ces liens se distendre dans le but que le PS puisse jouer la comédie du parti des travailleurs. Cette évolution à droite des réformistes est un phénomène irréversible correspondant à une assimilation toujours plus grande aux milieux bourgeois, qui est le but ultime de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie.

Il y a donc une place à prendre sur l'échiquier politique bourgeois, la place d'un réformisme de rechange, qui sache se faire entendre des prolétaires, qui parle leur langage, s'intéresse à leurs revendications, soit présent dans leurs luttes - tout en démontrant dans les faits qu'il inscrit strictement son action dans le cadre défini par la bourgeoisie. Les partis trotskystes, révolutionnaires seulement en paroles (quand ils le sont: les lambertistes du PT crient haut et fort qu'ils ne sont pas révolutionnaires, ni même d'extrême gauche) et électoralistes impénitents, sont candidats à ce nouveau réformisme. Dans

les semaines et les mois qui viennent ils vont, chacun à sa manière, s'efforcer de mettre à profit la nouvelle situation pour progresser dans ce sens, pour essayer de se faire les promoteurs de nouveaux partis de travailleurs.

Nés dans la confusion la plus extrême, héritant de toutes les tares opportunistes du courant trotskyste, ces éventuels nouveaux partis ou rassemblements ne sauraient être autre chose que des obstacles à la reconstitution du parti de classe authentique, fondé sur le programme communiste intégral, anti-démocratique et internationaliste, dont a besoin la classe ouvrière pour mener sa lutte d'émancipation et instaurer sa dictature révolutionnaire: ils devront être dénoncés et combattus comme des formations intégralement **contre-révolutionnaires**.

« L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE: UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLÉTARIEN QUI A FAIT SES PREUVES »

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature **contre-révolutionnaire** et **anti-prolétarienne** de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat**.

Une brochure de 17 pages: 1 €.

Le coup d'Etat manqué au Venezuela est un avertissement pour les prolétaires

(Suite de la page 3)

les comme le respect des règles constitutionnelles ou des libertés démocratiques...

Les auteurs du coup d'Etat pensaient que le régime de Chavez allait tomber comme un fruit mûr; il n'en a rien été, mais la restauration rapide de l'«ordre constitutionnel» ne signifie pas qu'il ne s'est rien passé et que tout va continuer comme avant. De précieux enseignements doivent être tirés de ces événements pour les prolétaires du Venezuela et du monde entier, alors que toutes les forces bourgeoises et petites bourgeoises font leur possible pour cacher ces enseignements ou présenter de fausses leçons.

LES ENSEIGNEMENTS DU COUP D'ETAT

Le coup d'Etat témoigne d'abord bien évidemment de la gravité de la situation économique et politique du pays. Les contradictions internes, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques sont telles que la fiction de la démocratie a volé en éclats. C'est une confirmation, s'il en fallait une, de l'analyse marxiste: la démocratie n'est qu'une des formes politiques de la domination de classe de la bourgeoisie qui laisse inévitablement la place à la dictature ouverte, sans fard, lorsqu'elle n'arrive plus à contenir les tensions sociales engendrées par le capitalisme lui-même. On voit alors comme par enchantement les démocrates se transformer en «fascistes», et tout l'arc politique bourgeois se rallier aux méthodes de force et à la dictature.

Le président putschiste, «Pedro le bref», était ainsi un «modéré» élu à la tête de la Fédécamaras pour assurer le «dialogue» avec Chavez - de même qu'un certain Pinochet était un militaire «démocrate» chargé par Allende de maintenir le contact entre son gouvernement et l'armée chilienne. Mais lorsque le «dialogue» n'a pas réussi à convaincre Chavez d'exaucer les demandes du patronat, le «modéré» Carmona est devenu extrémiste et l'a chassé l'arme au poing - de la même façon que le démocrate Pinochet est devenu dictateur lorsqu'Allende s'est révélé impuissant à satisfaire les exigences de la bourgeoisie.

Des représentants d'à peu près tout ce que les médias appellent la «société civile» - c'est-à-dire la bourgeoisie, ses alliés et ses serviteurs - ont participé ou ont soutenu le coup d'Etat: des chefs syndicaux de la CTV qui ont joué un rôle irremplaçable de mobilisations de certaines couches de l'aristocratie ouvrière en faveur du patronat, aux dignitaires de l'Eglise catholique dont il ne faut jamais oublier la redoutable fonction d'abrutissement des masses opprimées, des organisations patronales aux chefs militaires, des partis politiques conservateurs traditionnels jusqu'aux anciens guerrilléristes maoïstes de «Bandera Roja» qui auraient, selon certains témoignages, joué les agents provocateurs en déclenchant les coups de feu lors de la manifestation d'opposition du vendredi qui a servi de prétexte au coup d'Etat.

Tout ce beau monde bourgeois s'était assuré du soutien de la puissance tutélaire américaine qui a fourni conseillers militaires et argent aux comploteurs - en utilisant même le canal d'un organisme créé par le Congrès américain pour promouvoir la démocratie à l'étranger (5)! Scandale? Non, démonstration à nouveau que toutes les belles phrases sur la démocratie et toute l'écoeurante idéologie démocratique servent uniquement à camoufler la réalité de la prédominance absolue des intérêts bourgeois. Ou, comme l'a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche pour justifier le soutien tacite des Etats-Unis aux putschistes: «la légitimité ne se mesure pas au nombre de suffrages».

Le porte-parole de l'impérialisme le plus puissant de la planète parle d'or: pour les bourgeois, la légitimité est ce qui sert leurs intérêts; tout le reste (élections, Démocratie,

Droit, etc.) n'est que du vent, voir d'ailleurs la farce des élections américaines elles-mêmes. Malheur aux prolétaires s'ils n'entendent pas ces déclarations, s'ils se laissent prendre au piège de la Démocratie, du cirque électoral, du respect de la légalité et du Droit! Ils se condamnent alors à l'impuissance par rapport à leurs ennemis de classe, sans pouvoir se défendre ni contre l'exploitation et la répression quotidiennes ni contre les coups de massue «inattendus» lorsque la classe dominante décide de passer à la dictature ouverte.

Ce qu'il leur faut, c'est, au contraire, **s'organiser et lutter pour leurs seuls intérêts exclusifs de classe**, sans se laisser détourner ou arrêter un seul moment par la fausse «légitimité» de la Démocratie, en sachant qu'ils devront combattre et renverser l'Etat bourgeois et instaurer leur propre pouvoir pour détruire le capitalisme et toute sa société basée sur la misère, l'oppression et l'exploitation. **Dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat!** Telle est l'alternative cruciale fondamentale et tel est l'enseignement historique de ce court week-end d'avril.

ÉCHEC DU COUP D'ETAT ET VICTOIRE DES PUTSCHISTES

En dépit du large soutien dont il jouissait parmi la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie (sans oublier l'appui américain), le coup d'Etat s'est cependant effondré en quelques heures et Chavez est rentré triomphalement au Palais Présidentiel. Pour ses partisans aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, c'est la preuve que la démocratie et la volonté populaire sont plus fortes que les tanks et les complots de la minorité privilégiée alliée à l'impérialisme yankee.

D'autres, un peu plus réalistes, relèvent les divisions au sein des putschistes; certains parlent même de «coup d'Etat dans le coup d'Etat»: la ligne dure dont Carmona s'est fait l'expression en dissolvant le parlement et en révoquant les élus à tous les niveaux, aurait ainsi provoqué l'éloignement de ceux qui voulaient un «simple» retour au statu quo d'avant Chavez, entraînant la désintégration du large front qui soutenait le coup d'Etat (les Etats-Unis eux-mêmes affirment que, en bons démocrates, ils ont déconseillé cette orientation - ce qui ne les a pas empêché de maintenir jusqu'au bout leur soutien à Carmona). Il n'y a aucun doute que tous dans ce front n'avaient pas les mêmes objectifs, comme il n'y a aucun doute que lorsqu'un tel acte est entrepris, ce sont les secteurs les plus décidés, les plus «extrémistes», ceux qui depuis des mois échafaudent des plans et préparent des conspirations, ceux qui constituent en quelque sorte «l'avant-garde» de la réaction, qui prennent le dessus au moment de l'action. S'ils deviennent gênants pour les milieux dirigeants, ils sont mis de côté d'une façon ou d'une autre par la suite.

Ces divisions, qui sont d'ailleurs montées en épingle a posteriori par tous ceux qui veulent hâtivement prendre leur distance avec les perdants (c'est le cas des dirigeants de la CTV), n'expliquent donc rien en elles-mêmes.

En réalité le facteur décisif de l'échec du coup a été la **réaction des larges masses** misérables des bidonvilles de Caracas et des autres villes vénézuéliennes. C'est leur descente massive dans les rues qui a ébranlé le front des putschistes, qui a incité certains militaires à la désobéissance et qui a poussé les politiciens chavistes à la résistance. Ayant mal jugé la situation, les cercles bourgeois dirigeants se sont soudainement trouvés confrontés à la menace d'une explosion sociale imminente, à un *sacudon* étendu à tout le pays alors même que l'armée se montrait incertaine. Le pouvoir de la bourgeoisie n'était pas menacé, mais c'est tout l'équilibre social, politique et économique vénézuélien (et au-delà) qui risquait d'être sérieusement ébranlé. Le réalisme commandait donc faire machine arrière et de stopper un coup d'Etat qui était en train de mettre le feu aux poudres.

Pour se sortir sans trop de casse de cette

situation délicate dans laquelle elle s'était elle-même fourrée, la bourgeoisie a trouvé un allié dans la personne de... Chavez! Sans aucun doute celui-ci fut dûment sermonné (il adore les sermons); on lui expliqua non seulement qu'il lui fallait rétablir le calme chez les masses «descendues des hauteurs» (les quartiers populaires et les bidonvilles se trouvent sur des hauteurs qui surplombent le centre-ville bourgeois de Caracas), mais qu'il devait aussi modifier sa politique dans un sens conforme aux intérêts de l'«oligarchie» bourgeoise. Apparemment ces «explications» furent plus efficaces que le «dialogue» de Carmona ou les pressions de l'opposition avant le coup d'Etat et un terrain d'entente fut trouvé; en conséquence l'aspirant-dictateur démissionna le lendemain de son accession au pouvoir absolu et les putschistes firent réapparaître celui qu'ils venaient de renverser.

A la surprise de ses partisans qui ignoraient tout de ces conciliabules, les premiers mots de Chavez triomphalement de retour, furent pour appeler à la réconciliation nationale et à l'union avec ceux qui l'avaient destitué, emprisonné et menacé de le tuer, et pour affirmer qu'aucune poursuite légale ne serait engagée contre ceux-ci qui venaient pourtant de violer de la manière la plus brutale et la plus effrontée la Loi, la Constitution et la Démocratie sacro-saintes.

Il n'y eut donc aucun limogeage dans l'armée et la police et aucun riche bourgeois ne fut inquiété. Au contraire, une des premières mesures politiques de Chavez consista à limoger les dirigeants de la PDVSA qu'il avait nommés pour y remettre pratiquement toute l'ancienne équipe, consacrant la victoire totale de cette mafia pétrolière. Une autre encore plus importante consista à un remaniement ministériel destiné à «restaurer la confiance» - la confiance des capitalistes -, par un changement de politique économique ainsi que le demandait l'opposition. Il remplaça le vice-président, coupable d'avoir appelé les «cercles boliviariens», organisation des partisans de Chavez, à s'armer: mettre en cause, ne serait-ce que verbalement, le privilège exclusif de l'armement et l'utilisation de la violence que possèdent les organes officiels de l'Etat, police et armée, est insupportable pour les bourgeois. Le ministre du développement et de la planification qui était l'artisan de la politique économique gouvernementale, était la bête noire des cercles patronaux qui le dénonçaient comme un affreux «idéologue de gauche», un «étatiseur»: il perdit son poste, de même que le ministre des finances, remplacé par un économiste formé à la fameuse école de Chicago et le ministre de l'Intérieur. Quand au nouveau ministre de la Défense, il s'agit... du chef suprême des armées qui avait faussement affirmé que Chavez avait démissionné! Pour justifier cette nomination à ses partisans, ce dernier expliqua que le général Rincon avait alors «mal interprété ses paroles» en raison de la forte intensité émotionnelle du moment (!) et qu'il était «un homme du peuple et un soldat de la nation, loyal à ses principes»! Quand Allende commit l'«erreur» de faire appel au «général démocrate» Pinochet, celui-ci au moins ne venait pas de tremper dans un coup d'Etat...

Comme la fonction politique fondamentale du réformisme est la défense indirecte du système capitaliste auquel il est irrémédiablement attaché en prétendant qu'il est possible de l'améliorer et de concilier les intérêts des bourgeois et des prolétaires, il est obligé de mentir aux prolétaires et de se mentir à lui-même: c'est pourquoi il ne peut tirer les leçons de l'histoire et il est condamné à répéter toujours les mêmes «erreurs» qui retombent sur les prolétaires.

La première mesure du président putschiste Carmona, politiquement significative dans la mesure où c'était un geste d'allégeance envers les Etats Unis, avait été de mettre fin aux fournitures de pétrole consenties par Chavez à des conditions particulièrement favorables à Cuba (ainsi qu'à d'autres pays d'Amérique Latine). Chavez est revenu au pouvoir depuis plus d'un mois, mais il n'a toujours pas fait reprendre ces fournitures de

pétrole à Cuba (55.000 barils par jour): le ministre responsable a simplement déclaré qu'«il est possible que ces livraisons reprennent», mais ce sera «dans les prochains mois». Les Etats Unis doivent être satisfaits.

Bref: la pression de la rue a fait échouer le putsch et libérer Chavez, mais celui-ci a tout cédé ou presque aux putschistes...

LES CONTRADICTIONS SOCIALES EXPLOSIVES ANNONCENT DE NOUVEAUX AFFRONTMENTS

Mais cela ne suffira pas pour apaiser l'opposition; la situation économique est telle que, dès que la peur de l'explosion sociale se sera dissipée, la bourgeoisie exigera du réformiste Chavez, non seulement de nouvelles renonciations à ses promesses envers les sans-réserves, mais des **attaques** contre ceux-ci. Au Venezuela comme partout, le capital se nourrit de la sueur de ceux qui n'ont rien, les patrons vivent de l'exploitation des prolétaires, les bourgeois s'enrichissent en affamant et en appauvrissant les non-possédants. La bourgeoisie n'a d'ailleurs pas attendu pour se lancer à l'attaque; depuis le putsch la fuite des capitaux - causée par le «peu de confiance» des capitalistes dans la «gestion économique» gouvernementale, comme l'écrit un organe de la finance internationale - a repris de plus belle et le cours de la monnaie est repartie à la baisse. En conséquence l'inflation, qui est évaluée actuellement à 30 %, risque selon toute probabilité de s'accroître encore, ce qui aura «un impact particulièrement sévère sur les vies des partisans les plus fermes de Chavez, les vénézuéliens les plus pauvres» (6).

Une «austérité» redoublée attend donc les masses vénézuéliennes qui souffrent déjà d'un paupérisme généralisé. En dépit de l'objectif affiché par le gouvernement de lutte contre la pauvreté, le nombre de pauvres a augmenté depuis l'accession de Chavez à la présidence, passant de 12,2 millions

Une illusion insensée

«C'est une illusion insensée que de croire que les capitalistes se soumettraient de bon gré au verdict socialiste d'un parlement ou d'une assemblée nationale, qu'ils renonceraient tranquillement à la propriété, aux bénéfices, à leurs privilèges d'exploitation. Toutes les classes dirigeantes ont lutté jusqu'à présent avec la dernière énergie pour leurs privilèges. Les patriciens romains de même que les barons féodaux du moyen-âge; les chevaliers anglais, de même que les marchands d'esclaves américains; les boyards valaques, de même que les fabricants de soie de Lyon; tous ont versé des torrents de sang, enjambé les cadavres, semé les meurtres et les incendies, provoqué les guerres civiles et les trahisons d'Etat pour défendre leurs privilèges et leur pouvoir.

La classe capitaliste impérialiste, en sa qualité de dernier rejeton de la classe des exploités, dépasse tous ses prédécesseurs en brutalité, en cynisme et en bassesse. Elle défendra son Saint des Saints, ses bénéfices et ses privilèges d'exploitation, du bec et des ongles, par toutes les méthodes de froide cruauté dont elle a fait preuve dans toute l'histoire de sa politique coloniale et de la dernière guerre mondiale. Elle mettra en branle ciel et enfer contre le prolétariat. Elle mobilisera les campagnes contre les villes, elle excitera les couches retardées des ouvriers contre l'avant-garde socialiste, elle organisera des massacres avec l'aide des officiers, elle cherchera à paralyser toutes les mesures socialiste par mille moyens de résistance passive, elle soulèvera contre la révolution une vingtaine de Vendées, elle invoquera pour son salut l'invasion étrangère, le fer exterminateur de Clemenceau, de Lloyd George et de Wilson. Elle préférera transformer le pays en ruines fumantes plutôt que de renoncer de bon gré à l'esclavage salarié.»

Rosa Luxemburg
(«Que veut la Ligue Spartacus?»)

en 1999 à 15,6 millions cette année; sur ce nombre 7,3 millions sont dans un état de pauvreté extrême (leur revenu ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires de base), soit presque le tiers de la population du pays, contre 6,1 millions en 1999 (7). Les économistes prévoient que la récession économique en cours (une baisse de 4% est prévue pour 2002) pourrait provoquer la faillite du quart des petites entreprises, alors que déjà une partie importante de la force de travail est au chômage: de 18% aujourd'hui selon la plupart des estimations (en réalité beaucoup plus si l'on tient compte de ceux qui survivent en exerçant des petits boulots ultra-précaires comme les revendeurs, etc.), le taux de chômage pourrait atteindre 22% à la fin de l'année. Il n'est peut-être pas inutile de dire qu'au Venezuela les indemnités de chômage ont un niveau très bas...

Le gouffre social entre les classes ne pourra que continuer à se creuser, d'autant plus que sous la pression de la bourgeoisie le gouvernement a renoncé à ses faibles prétentions de taxer davantage les revenus du pétrole et de discipliner un peu le jeu du marché afin de pouvoir redistribuer quelques miettes aux masses.

Des promesses réformistes de la prétendue «révolution bolivarienne», il ne restera plus que les discours incantatoires visant à faire accepter aux prolétaires une aggravation supplémentaire de leurs conditions bestiales actuelles. Le réformisme de Chavez ne peut plus guère obtenir des concessions significatives de la bourgeoisie, même en essayant de l'effrayer par le spectre de nouvelles émeutes; par contre il fait et fera tout son possible pour montrer à ses maîtres bourgeois qu'il leur reste indispensable comme **pompier social**, qu'il est leur bouclier devant un déferlement des sans-réserves, qu'il est le seul capable de détourner les masses prolétaires de l'affrontement de classe en les égarant dans des mobilisations en faveur de la démocratie, de la nation ou de l'armée, c'est-à-dire en faveur d'objectifs bourgeois qui les paralysent.

Mais ce numéro d'illusionniste ne peut durer indéfiniment. Tôt ou tard les masses prolétaires perdant confiance dans Chavez et son gouvernement et poussées par la faim et la misère, recommenceront à se montrer menaçantes pour l'ordre bourgeois. La bourgeoisie n'hésitera alors pas une seconde pour écarter sans ménagement les réformistes usés et balayer la fiction démocratique. Sans attendre que soient tombées les illusions sur l'unité populaire, la démocratie, l'Etat et l'armée, profitant au contraire de l'effet paralysant de ces illusions répandues par le réformisme (8) et de la répression que celui-ci devra sans aucun doute engager contre les éléments d'avant-garde, elle mettra au point et déclenchera un nouveau coup d'Etat qui cette fois-ci ira jusqu'au bout, jusqu'à la terreur ouverte, la violence déchaînée contre les prolétaires.

Fruit du haut degré d'acuité atteint par les contradictions sociales, le coup d'Etat manqué du 12 avril n'a été en définitive qu'un ballon d'essai; s'il s'est révélé prématuré au regard des potentialités de mobilisation des masses il a permis à la bourgeoisie non seulement de marquer des points au niveau de la politique gouvernementale, mais de tester le terrain et d'en tirer de précieux enseignements pour les affrontements qui s'annoncent inévitablement.

Les reculades politiques de Chavez ont pu faire baisser momentanément la tension politique en rendant moins urgent pour les cercles bourgeois dirigeants le recours à une solution de force pour faire passer leurs intérêts; mais elles ne peuvent empêcher l'accumulation accélérée des tensions sociales qui finiront par exploser.

Le **golpe** manqué d'avril est donc un sinistre **avertissement** pour les prolétaires du Venezuela - et d'Amérique Latine: il est la démonstration de ce dont est capable, de ce que veut et prépare la classe dominante pas seulement vénézuélienne, en dépit des décennies de «démocratisation» qui ont vu disparaître les dictatures et l'armée rentrer dans les casernes. Ce n'est pas par hasard

que l'ambassadeur du Chili démocratique s'est précipité pour féliciter les putschistes: si aux deux extrémités du continent le Venezuela et l'Argentine sont plongés dans une grave crise économique, sociale et politique, ce sont en réalité tous les pays de la région qui, à des degrés divers, sont menacés de les suivre, voire connaissent déjà une situation comparable (cas de l'Equateur). Que cette menace devienne réalité, que les expédients bourgeois classiques n'arrivent plus à pallier aux effets déstabilisateurs de la crise, et l'on verra les classes dominantes, probablement mais pas obligatoirement après un passage des réformistes au gouvernement, réinstaller les régimes «gorilles»; ces dictatures militaires que l'on disait appartenir à un passé définitivement révolu.

Mais le golpe a montré aussi autre chose: il a fait la démonstration que pour s'opposer à un coup d'Etat militaire, la seule voie est celle de la lutte ouverte, directe, massive des masses sans-réserves; il a fait la démonstration que les prolétaires, seuls, abandonnés par leurs «amis» réformistes, peuvent mettre en échec les attaques militaires bourgeoises en entraînant derrière eux tous les opprimés, dès lors qu'ils ne se laissent arrêter par aucune considération légaliste, pacifiste ou constitutionnelle.

Les voiles trompeurs de la démocratie et de la légalité se sont volatilisés lors de ce week-end d'avril, laissant la place à la crue réalité de la société capitaliste: ce ne sont rien d'autre que les rapports de force et l'affrontement violent entre les classes qui déterminent l'avenir. Leçon vitale qu'il ne faut jamais oublier!

Les bourgeois manoeuvrent leurs pions, fomentent leurs opérations, fourbissent leurs armes, les prolétaires doivent le savoir. Engagés dans une guerre de classes sans pitié, ils doivent, eux aussi, **se préparer** aux affrontements inévitables et nécessaires qui les attendent en retrouvant les armes de classe qui permettront d'en sortir victorieux: leurs organisations classistes pour la lutte et la défense quotidienne contre les bourgeois et leur Etat, leur **parti de classe**, internationaliste et international, pour centraliser et diriger cette lutte jusqu'au renversement du pouvoir bourgeois et à l'instauration du pou-

voir prolétarien dictatorial à l'échelle internationale.

C'est à cela qu'il faut que travaillent sans attendre les prolétaires et les militants d'avant-garde du Venezuela - et d'ailleurs.

(1) Ce n'est pas nous qui le disons, mais le *Financial Times*, organe des milieux financiers de la City londonienne, dans un éditorial du 28/2/2002: «Pendant ses trois années aux affaires, le Président du Venezuela Hugo Chavez a moins été le boute-feu que ce qu'on l'a souvent dit, combinant des réformes politiques avec une politique économique relativement pragmatique. Cela est en train de changer».

(2) Dans un article sur Gustavo Cisneros, propriétaire du plus grand groupe capitaliste privé vénézuélien (important notamment dans les médias), un grand quotidien américain écrit: «Quand il devint apparent en 1998 que Chavez (...) allait être élu président, Cisneros et d'autres hommes d'affaires influents au Venezuela le soutinrent et cherchèrent à l'influencer. Ce soutien pour Chavez s'estompa cependant lorsque il fut clair que le président préparait des changements fondamentaux pour essayer de redistribuer la richesse au Venezuela (...), *The New York Times*, 29/4/2002.

Les changements prévus par le gouvernement étaient tout sauf «fondamentaux», mais ils déplaisaient fortement à ces grands capitalistes motivés par le souci, non de redistribuer la moindre fraction de leur richesse, mais d'accroître encore celle-ci. Cisneros fut alors au centre des discussions et des préparatifs pour se débarrasser d'un président et d'un gouvernement que les «hommes d'affaires influents» n'arrivaient plus à «influencer»: «La luxueuse villa de Cisneros à Caracas devint un point de rencontre pour les gens intéressés à discuter des alternatives politiques (...). "Toute la contre-révolution se rencontrait chez lui à certains moments" (...). Mais les opposants politiques de Chavez n'étaient pas les seuls hôtes de Cisneros. Il a aussi tenu des réceptions pour l'ambassadeur américain à Caracas et l'ancien ambassadeur, maintenant ambassadeur au Brésil. Cisneros reste aussi un ami d'Otto

Reich le sous-secrétaire d'Etat américain [vice-ministre des Affaires étrangères-NDIR] pour l'Amérique Latine et ancien ambassadeur au Venezuela. Les personnes proches du groupe Cisneros disent que Reich a appelé plusieurs fois Cisneros au téléphone pour discuter de la situation au cours des 48 heures pendant lesquelles Chavez a été écarté du pouvoir», ibidem.

(3) cf *Le Monde Diplomatique*, mai 2002.

(4) Chavez a donné une autre raison à la participation des Etats-Unis au coup d'Etat contre lui, qui d'ailleurs en dit long sur son prétendu «anti-impérialisme»: il a affirmé que le Secrétaire général de l'OPEP (un vénézuélien qu'il vient de nommer à la tête de la PDVSA), lui avait téléphoné pour l'avertir que les Etats-Unis fomentaient un coup pour le renverser afin d'empêcher que le Venezuela s'associe à un embargo pétrolier contre eux appelé par la Libye et l'Irak en raison du soutien américain à Sharon. Chavez ordonna aussitôt à son ministre du pétrole de déclarer officiellement que le pays ne participerait pas à un tel embargo. Mais le coup d'Etat était déjà en marche...

(5) La «National Endowment for Democracy», une organisation créée par le Congrès américain a fourni près d'un million de dollars à différents groupes d'opposition à Chavez. Plus de 150.000 dollars ont servi à financer l'élection de Carlos Ortega et de son équipe à la tête du syndicat des travailleurs du pétrole - le principal syndicat de la CTV - et par conséquent à la tête de la Confédération des Travailleurs Vénézuéliens où il a déployé tout son zèle d'agent stipendié de la bourgeoisie. cf *The New York Times*, 26/4/2002. Il ne s'agit là que d'une toute petite partie de l'engagement des Etats-Unis dans la vie politique vénézuélienne et dans la préparation du putsch dont il existe de nombreux témoignages.

(6) cf *The Financial Times*, 13/5/2002.

(7) cf *El Nacional*, 13/5/2002.

(8) Un des thèmes de propagande des chavistes est l'unité du «peuple et des Forces Armées». Cette propagande est véritablement criminelle car la confiance dans les Forces Armées bourgeoises et l'interclassisme populaire signifient l'écrasement assuré des prolétaires.

Bref aperçu sur le Venezuela

Grand pays producteur de pétrole, le Venezuela a connu après la chute en 1958 du dictateur Marcos Perez Jimenez une certaine stabilité politique sous le mandat intérimaire du général Larrazabal, puis sous le président élu Romulo Betancourt, membre du parti Action Démocratique, jeune organisation, qui comme le COPEI et l'URD était issue de la résistance à la dictature. Ce retour à la démocratie éclata au moment où battait son plein la vague des révolutions populaires et anti-coloniales en Indochine, en Algérie ou, dans une certaine mesure, à Cuba. Dans ce sens la révolution cubaine - mythe quasi insurpassable pour la jeunesse petite-bourgeoise rebelle d'Amérique Latine - représentait un exemple dangereux pour les Etats-Unis, gardiens jaloux de la manne pétrolière vénézuélienne. Les années soixante furent ainsi marquées au Venezuela par l'insurrection guérillériste guévariste, la guérilla urbaine et tout l'arsenal subversif de la petite-bourgeoisie, hautement influencée par la révolution insulaire située à 200 milles à peine de la Floride.

La lutte politique acharnée pour le contrôle du pays et de sa richesse pétrolière se concrétisa dans le Pacte de Punto Fijo signés par les partis bourgeois les plus importants - AD et COPEI - aidés et conseillés directement par les Etats-Unis. La lutte contre l'insurrection «castro-communiste» fut menée y compris socialement au moyen de programmes de pseudo-réformes comme ceux de l'Alliance pour le Progrès ou des programmes d'alimentation, sans parler de toute une série d'organisations de développement et d'échange avec le grand frère américain.

Seules de telles organisations pouvaient arracher les *villas-miserias*, les quartiers marginaux ou les paysans isolés à l'influence des guérillas organisés par le PC illégal ou le MIR clandestin (issu des jeunesses de AD).

C'est ainsi que vinrent les années de «pacification» de la guérilla et de ses principaux protagonistes d'abord avec le président Raul Leoni (AD) et ensuite Rafael Caldera (COPEI) et avec eux la consolidation de ce pacte entre les deux partis, un peu comme un PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel mexicain, au pouvoir de manière ininterrompue jusqu'à ces derniers temps) bicéphale. Dans les années 70 après la fondation de l'OPEP et la nationalisation du pétrole lors du premier mandat de Carlos Andrés Perez (AD) «l'Etat disposa du revenu pétrolier proportionnellement le plus élevé qu'eut jamais aucun pays» (1), revenu qui dans un pays à la bourgeoisie compradore entraîna «l'immobilisation des forces productives et finalement, après le gaspillage le plus colossal que le monde ait connu, nous laissa une dette extérieure de 15 milliards de dollars» (17 milliards d'Euros) (2).

Cela se passait à la fin 82, quand commençaient à apparaître les premiers symptômes d'un malaise économique exprimé par une forte baisse des revenus pétroliers et une gigantesque fuite de capitaux qui obligea les autorités financières à instituer un contrôle des changes - mesure politiquement délicate dans un pays qui était appelé la Suisse de l'Amérique Latine. La conséquence de cette hémorragie fut le «vendredi noir» (18 février 1983). A partir de cette date, la monnaie nationale, le Bolivar, qui jouissait jusqu'alors

d'une grande solidité, se dévalua de 75% en moins d'un an, la dette extérieure atteignit les 30 milliards de dollars, faisant du Venezuela le troisième pays le plus endetté du monde, après le Mexique et le Brésil. Le grand quotidien de Floride «Miami Herald» titrait alors: «*Le Venezuela en crise, Miami en faillite*». Il faut dire que la bourgeoisie vénézuélienne et les couches moyennes supérieures enrichies par la rente pétrolière avaient pris l'habitude de dépenser leur argent en Floride, alors que plus de la moitié de la population du pays est dans un état de pauvreté critique.

«Quand a commencé à disparaître la légitimité de la démocratie vénézuélienne? Réponse: le 18 février 1983. A partir de ce jour, le Venezuela a cessé d'être enveloppé de la couverture de la rente pétrolière. Le politologue Angel Oropeza note que «comme les vénézuéliens ne sont pas remis de cette tragédie, ils ont retiré toute légitimité au système» (3). Pour fonctionner, pour être légitimisée, la démocratie a besoin de la redistribution de miettes, au moins à certaines couches de la petite-bourgeoisie qui servent de tampons entre les bourgeois et les sans-réserves. Que disparaissent ces miettes, et cette légitimité s'effondre inéluctablement.

LE «SACUDON»
DES 27-28 FÉVRIER 1989

Cette grave situation intérieure due aux difficultés économiques du capitalisme mon-

(Suite en page 6)

Bref aperçu sur le Venezuela

(Suite de la page 5)

dial, persista et s'aggrava au cours des années 80, la fameuse «décennie perdue» de l'Amérique Latine. Le 27 février 1989 éclatèrent les émeutes de Caracas - connues sous le nom de «sacudon», la secousse - qui à travers les pillages, les saccages et la répression sanglante et implacable, surtout contre les prolétaires, mit à jour la dramatique situation sociale du pays: ce jour «*laissa une marque aussi surprenante qu'ineffaçable: haine et violence se manifestèrent dans les rues. Les pillages se "démocratisèrent" dans la furie collective du ressentiment social*» écrit un journal bourgeois (4). La répression bestiale fit officiellement quelques centaines de morts, mais les estimations officieuses vont de 1000 à 3000 morts; s'agissant de prolétaires, il va de soi que le nombre exact des victimes de l'Etat bourgeois (alors présidé par Carlos Andrés Perez dont le deuxième mandat se terminera dans le sang et dans la boue de divers scandales) ne sera jamais connu.

UNE POLARISATION SOCIALE LARVÉE

Le Venezuela qui dispose d'immenses

richesses dans son sous-sol, en tant que pays capitaliste, s'inscrit dans la division internationale du travail qui le condamne à la monoproduction et à la monoculture étant donné que la loi de la valeur ne tolère pas d'entités parasitaires ni de subventions trop onéreuses. Marx expliquait déjà: «*Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule. La répulsion de la force ouvrière n'est pas dans l'agriculture, comme en d'autres industries, compensée par une attraction supérieure. Une partie de la population est toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière et dans l'attente de circonstances favorables à cette conversion*» (5). Le Venezuela en vit les conséquences depuis les débuts de l'exploitation industrielle du pétrole dans les années trente: campagnes désolées envahies d'épidémies épouvantables, émigration relative mais aussi absolue vers les villes qui submerge les centres urbains et industriels. Cette masse est condamnée d'avance à la marginalité à une survie précaire où à une mort atroce.

Cette pauvreté endémique représentait un problème pour la bourgeoisie et l'image que donnait le pays à l'extérieur, même à l'époque du boom pétrolier. Les prolétaires

ne souffraient pas seulement d'être dépossédés de tout; ils devaient aussi subir la répression, solution à court terme infligée par l'Etat policier instauré dans tous les quartiers prolétaires situés pour la plupart sur les hauteurs de Caracas. Comme jusqu'il y a peu au Mexique ou au Brésil, la faible capacité de l'appareil productif, incapable d'assimiler toute cette masse famélique, ne pouvait déboucher que sur une masse marginalisée proliférant de façon gigantesque. La bourgeoisie n'a guère de volonté à investir ses capitaux dans un développement industriel local parce qu'il est beaucoup plus rentable de les placer dans des banques à Miami, étant donné que rares sont les possibilités d'accumulation capitaliste dans un pays comme le Venezuela. Les taux de pauvreté et de marginalisation n'ont donc cessé de s'accroître, jusqu'à atteindre les 80% d'une population estimée aujourd'hui à 23 millions d'habitants, y compris sous la présidence de «l'ami des pauvres» Chavez.

De là l'explosion sociale longtemps différée qui éclata «par surprise» le 27 février 1989 et les «secousses» qui frapperont inévitablement le pays à l'avenir; de là le problème pour la bourgeoisie d'utiliser alternativement la carotte réformiste et la bâton putschiste pour parer à ce danger; de là, surtout, le besoin pour le prolétariat de devenir véritablement le protagoniste de ces affrontements, **en se constituant en classe, donc en**

parti.

Le pacte de Punto Fijo qui jusque là fonctionnait avec une régularité d'horloge suisse montra de plus en plus de signes d'usure au long des années quatre-vingt, entre rumeurs de coups d'Etat ou d'un nouveau «sacudon» (6). C'est dans cette ambiance que surgit la figure de Chavez qui le 4 février 1992 fit une tentative de coup d'Etat contre Carlos Andrés Perez en envoyant un char d'assaut fracasser la porte d'entrée du palais présidentiel. Ce qui s'effondrait symboliquement, c'était le système démocratique bi-partitiste et les 40 ans de léthargie politique qui avaient caractérisé le Venezuela saoudite et pharaonique.

(1) cf «El Nacional», 3/8/97, edicion aniversaria, cpo. 3, p. 22.

(2) Ibidem.

(3) cf «El Nacional», 28/4/02.

(4) cf «El Nacional», 3/8/97.

(5) cf «Le Capital», Livre 1, Tome 3, ch. 25, 4 «Différentes formes d'existence de la surpopulation relative»

(6) Au milieu des années 80 les graffitis «Golpe ya!» (Coup d'Etat, maintenant!) avaient commencé à fleurir sur les cabines de téléphone et dans les toilettes de tous les cafés, bars ou cinés qui pouvaient exister à Caracas!

Force, violence, dictature dans la lutte de classe (Extraits)

Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte de notre parti paru après la dernière guerre sur la revue «Prometeo» et dans une brochure en français de la série «Les textes du Parti communiste international» (brochure épuisée depuis longtemps et dont une réédition est en préparation). Partant de la distinction fondamentale entre énergie à l'état potentiel ou virtuel et énergie à l'état cinétique ou actuel, ce texte développe une idée fondamentale pour nous, à savoir que le rôle de la violence et de la force coercitive dans le domaine social doit être reconnu non seulement lorsque l'organisme humain subit une violence physique brutale, mais chaque fois que les actions des individus subissent une contrainte du simple fait qu'elles tombent sous la menace de sanctions violentes. Par conséquent la violence latente des rapports sociaux ne diminue pas mais augmente, même quand la société capitaliste développée est dans une phase pacifique et «démocratique» comme aujourd'hui. La montée de la violence qui s'exprime dans des faits divers en apparence sans signification politique est l'expression de ce phénomène.

La conclusion en est que la revendication marxiste de l'usage de la force, de la violence, de la dictature comme armes de la lutte prolétarienne n'est absolument pas dépassée par un nouveau stade démocratique atteint par les Etats bourgeois modernes, mais qu'elle est au contraire encore plus vitale qu'il y a un siècle et demi, en dépit de toutes les illusions pacifistes.

* * *

Cette étude examine la portée de l'usage de la force dans les rapports sociaux, en distinguant d'une part les manifestations de violence ouverte, pouvant aller jusqu'au massacre, et de l'autre le mécanisme des prescriptions observées sans résistance matérielle de l'individu ou du groupe qui les subit, en vertu d'une menace de sanction à l'égard des contrevenants ou bien d'une disposition des victimes à reconnaître la norme qui les régit.

Dans la première partie, nous avons établi une comparaison entre ces deux sortes de manifestations de l'énergie dans le domaine social, et les deux formes de manifestations de l'énergie dans le domaine physique: la forme actuelle et cinétique, ou de mouvement, qui accompagne le choc ou l'explosion des agents les plus divers; et la forme virtuelle et potentielle, ou de position, qui tout en ne produisant pas de tels effets, a cependant une importance toute aussi grande dans l'ensemble des faits et des rapports dont il s'agit.

Cette comparaison du domaine physique au domaine biologique puis humain, nous l'avons poursuivie en survolant le cours des époques historiques, puis lorsque nous sommes arrivés à l'époque bourgeoise capitaliste actuelle, nous avons montré que le mécanisme de la force et de la violence dans les

rapports économiques, sociaux et politiques entre les individus et surtout entre les classes a non seulement une importance énorme, fondamentale, mais dans la mesure où il est possible d'établir des degrés en la matière, une fréquence et une étendue bien plus grande que dans les époques précédentes et dans les types de sociétés pré-capitalistes.

Il est possible d'établir une mesure économique-sociale dans une enquête de plus vaste portée, si on essaie de traduire en chiffres la valeur de la somme de travail humain extorquée aux grandes masses qui travaillent et produisent au profit des classes privilégiées. Dans la société moderne, la proportion des individus et des groupes économiques réussissant à vivre en cercle fermé et consommant ce qu'ils produisent sans avoir de rapports avec l'extérieur n'a cessé de diminuer de plus en plus; par contre, le nombre de ceux qui travaillent pour le compte d'autrui et qui perçoivent une rémunération qui ne représente qu'une partie de leur travail, a beaucoup augmenté, et l'écart social entre le niveau de vie de la grande majorité productive et celui des membres des classes possédantes a augmenté énormément. Ce qui compte en effet, ce n'est pas l'existence d'un ou de quelques magnats vivant dans le luxe, mais la masse de richesses qu'une minorité sociale peut consacrer

au luxe et aux plaisirs en tous genres alors que la majorité reçoit à peine plus que le strict nécessaire.

Etant donné que nous envisageons ici non tant le côté économique que le côté politique du problème, la question que nous devons nous poser à propos du régime de privilège et de domination capitaliste est celle du rapport existant entre l'usage de la violence brutale et celui de la force virtuelle qui contraint les déshérités à respecter les règles et les lois en vigueur sans infraction ni révolte.

Ce rapport varie beaucoup selon les différentes phases de l'histoire du capitalisme et selon les différents pays où celui-ci a été introduit. On pourrait citer des exemples de zones neutres et presque idylliques où la force de l'Etat est célébrée plus qu'ailleurs comme une libération accueillie de bon coeur par tous les citoyens, où la police est réduite, où les conflits d'intérêts sociaux entre travailleurs et patrons se déroulent pacifiquement. Mais de telles Suisses tendent à devenir, dans l'espace et dans le temps, des oasis toujours plus rares dans le cadre mondial du capitalisme.

A ses débuts, le capitalisme n'a pu conquérir ses positions que par des luttes ouvertes et sanglantes, car l'entrave que représentait la structure étatique des anciens régimes ne pouvait être brisée que par la force. Son expansion dans les continents extra-européens, avec les expéditions coloniales et les guerres de conquête et de pillage, fut non moins sanglante, car seul le massacre put permettre de remplacer les modes d'organisation sociale des populations indigènes par le mode capitaliste, et dans certains cas des races entières furent exterminées, chose inconnue aux civilisations pré-bourgeoises.

De façon générale, après cette phase virulente de naissance et d'affirmation du capitalisme, s'ouvre une période intermédiaire de développement. Bien qu'entrecoupée par des affrontements sociaux, par la répression des révoltes des classes sacrifiées, et par des guerres entre Etats - guerres qui toutefois ne s'étendaient pas à l'ensemble du monde connu - cette période est celle qui s'est le plus prêtée à l'apologétique libérale et démocratique: on tendait à la représenter sous l'aspect mensonger d'une période où, mis à part les cas exceptionnels et pathologiques, les rapports entre les individus et entre les groupes se déroulaient avec le maximum d'ordre, de paix, de consensus spontané et de libre consentement.

Quand nous parlons des traumatismes des guerres coloniales ou nationales, des révoltes, des insurrections, des répressions,

qui, même dans les phases les plus calmes et paisibles de l'histoire bourgeoise constituent le domaine d'application de la violence ouverte et déchaînée, il nous faut observer entre parenthèses qu'il y a un facteur technique, bien digne d'être appelé «progressif», qui fait qu'au cours de ces crises l'effusion de sang et le nombre des victimes tend à croître, toutes les conditions étant égales par ailleurs, par rapport aux crises du passé. En effet, en même temps que les moyens de production se perfectionnent, les moyens offensifs et de destruction deviennent plus puissants, on fabrique des armes plus terribles, et les vides que pouvaient faire les préteurs de César quand ils passaient les rebelles au fil de l'épée n'étaient que de simples plaisanteries en comparaison de ceux que fait la mitraille dans les rangs des insurgés de l'époque moderne.

Mais ce qui nous intéresse, c'est de montrer que même dans de longues phases d'administration pacifique de la domination capitaliste, la force de classe ne cesse d'être présente et que son influence virtuelle contre les écarts éventuels d'individus isolés, de groupes organisés ou de partis, reste le facteur primordial pour la conservation des privilèges et des institutions de la classe dominante. Parmi les manifestations de cette force de classe, nous avons déjà cité non seulement tout l'appareil d'Etat avec ses forces armées et sa police, même quand elle garde l'arme au pied, mais tout l'arsenal de mobilisation idéologique servant à justifier l'exploitation bourgeoise avec l'école, la presse, l'église et tous les autres moyens avec lesquels on fabrique l'opinion des masses. Cette époque de tranquillité apparente n'est parfois troublée que par de pacifiques manifestations des organisations de classe prolétariennes, et après le défilé du 1er Mai le bon bourgeois peut dire, comme les vers du poète: «Grâce à Dieu et au préfet de police, on s'en est encore tirés cette fois-ci». Lorsque les troubles sociaux se font plus menaçants, l'Etat bourgeois commence à montrer sa puissance par des mesures de défense de l'ordre. Il y a une expression technique de la police d'Etat qui donne une bonne idée de l'usage de la violence virtuelle: «la police et les troupes sont consignées dans les casernes». Ce qui signifie qu'on ne se bat pas encore dans les rues, mais que si l'ordre bourgeois et les droits du patronat étaient menacés, les forces armées sortiraient de leurs cantonnements et ouvriraient le feu.

La critique révolutionnaire ne s'est jamais laissé tromper par les apparences de civilités et de paisible équilibre de l'ordre

Force, violence, dictature

bourgeois. Depuis longtemps elle a montré que même dans la république la plus démocratique, l'Etat politique constitue le comité d'administration de la classe dominante, balayant ainsi les stupides théories selon lesquelles, depuis la destruction du vieil Etat féodal, clérical et autocratique, la démocratie élective aurait permis la naissance d'une forme d'Etat où tous les membres de la société ont autant de droit à être représentés et protégés, quelle que soit leur condition économique. L'Etat politique, même et surtout l'Etat représentatif et parlementaire, est un instrument d'oppression. On peut le comparer à un réservoir d'énergie, apte à contenir à l'état potentiel les forces de domination de la classe économique privilégiée dans les situations où la révolte sociale ne tend pas à exploser, mais surtout apte à déchaîner les énergies sous forme de répression policière et de violence sanglante dès que le sous-sol social commence à être ébranlé par les premières secousses révolutionnaires.

Tel est le sens des analyses classiques de Marx et d'Engels sur les rapports entre la société et l'Etat, c'est-à-dire entre les classes sociales et l'Etat. Toutes les tentatives pour ébranler ce pilier de la doctrine de classe du prolétariat furent écrasées par la restauration des valeurs révolutionnaires réalisée par Lénine, Trotsky et l'Internationale Communiste aussitôt après la première guerre mondiale. De même que cela n'a pas de sens, scientifiquement, d'établir l'existence d'un quantum d'énergie potentielle si on ne peut prévoir qu'elle passera ultérieurement à l'état cinétique, de même la définition marxiste du caractère de l'Etat politique bourgeois n'aurait aucun sens et aucune cohérence si elle ne correspondait pas à la certitude qu'à la phase culminante cet organe de puissance du capitalisme ne pourra manquer de déchaîner à l'état actuel toutes ses ressources contre l'élan de la révolution prolétarienne.

D'autre part l'équivalent de la thèse marxiste de la misère croissante de l'accumulation et de la concentration du capital, ne pouvait être, dans le domaine politique, que la concentration et l'accroissement de l'énergie contenue dans l'appareil d'Etat. En effet, une fois que la guerre de 1914 eût mis fin à l'illusoire phase pacifiste de l'ère capitaliste, alors que l'économie tendait vers une monopolisation croissante, et vers l'intervention active de l'Etat dans l'économie et dans les luttes sociales, il apparut clairement, en particulier dans la classique analyse de Lénine, que l'Etat politique des régimes bourgeois prenait des formes toujours plus décidées d'étroite domination et d'oppression policière. Nous avons déjà montré dans cette revue que la troisième phase du capitalisme, la plus moderne, se caractérise en économie comme une phase monopoliste et planificatrice, en politique comme une phase totalitaire et fasciste.

Lorsque les premiers régimes fascistes sont apparus et ont été interprétés de façon immédiate et banale comme un amoindrissement et une abolition des «garanties» parlementaires et légalitaires, il s'agissait en fait purement et simplement d'un passage, dans certains pays, de l'énergie politique de domination de la classe capitaliste de l'état virtuel à l'état cinétique.

Il était évident pour tout partisan de la perspective marxiste (que les imbéciles qui ont châté la puissance révolutionnaire de la doctrine réduisaient à un pur catastrophisme) que la tension croissante des antagonismes de classe faisait passer le conflit des intérêts économiques au plan d'un assaut révolutionnaire foudroyant lancé par les organisations prolétariennes contre la citadelle de l'Etat capitaliste, et que celui-ci découvrant ses batteries, engagerait alors la lutte suprême pour tenter de sauvegarder son existence.

Dans des pays et des situations déterminés, comme dans l'Italie de 1922 et l'Allemagne de 1933, la tension des rapports sociaux, l'instabilité du tissu économique capitaliste, la crise de l'appareil d'Etat à la suite

de la guerre, devinrent si aiguës que la classe dominante présentait qu'était proche le moment inéluctable où, tous les mensonges de la propagande démocratique étant désormais éventés, la solution ne pourrait venir que de l'affrontement violent des classes opposées.

C'est alors que se produisait le phénomène qu'on a justement défini comme «l'offensive du patronat». Jusque là la classe bourgeoise, en plein développement de son exploitation économique, avait semblé somnoler derrière la bonhomie et la tolérance apparentes de ses institutions représentatives et parlementaires. Ayant atteint un niveau très appréciable de stratégie historique, elle mit fin aux hésitations et prit l'initiative, pensant qu'il valait mieux faire une sortie et prendre l'offensive pour détruire les positions de départ de l'organisation prolétarienne, plutôt que d'avoir à assurer la défense suprême de la forteresse de l'Etat contre l'assaut de la révolution (qui tend, comme Marx et Lénine l'ont montré, non à occuper cette forteresse mais à la briser et à l'anéantir totalement).

Cette offensive capitaliste ne fit qu'avancer quelque peu une situation clairement prévue dans la perspective marxiste. Les communistes marxistes n'avaient en effet jamais pensé qu'ils pourraient commencer à réaliser leur programme sans cet affrontement suprême entre les forces des classes ennemies, et d'autre part toute l'analyse de l'évolution récente du capitalisme et de l'hypertrophie monstrueuse de ses structures étatiques révélait clairement le caractère inexorable de ce processus.

La grande erreur d'appréciation, de tactique et de stratégie qui favorisa la victoire de la contre-révolution, consista à déplorer cette puissante conversion du capitalisme du terrain de l'hypocrisie démocratique à celui de la violence ouverte, comme si l'histoire pouvait revenir en arrière. Au lieu de lui opposer l'exigence de la destruction de la force capitaliste, on ne lui opposa qu'un voeu stupide et inoffensif, en émettant la prétention que le capitalisme refasse à l'envers le chemin historique que les marxistes lui avaient attribué depuis toujours et que, pour la commodité personnelle de quelques politiciens bouffons et lâches, il veuille bien renoncer à dégainer ses armes de classe et reculer sur la position vaine et dépassée de la mobilisation sans la guerre qui faisait tout le charme de la période précédente.

L'erreur fondamentale, c'est qu'on s'étonna, qu'on pleurnicha, qu'on déplora que la bourgeoisie lève le masque pour réaliser sa dictature totalitaire, alors que nous savions, nous, fort bien, que cette dictature existait depuis toujours, que l'appareil d'Etat avait toujours eu, en puissance sinon en acte, la fonction spécifique de réaliser, de conserver, de défendre contre la révolution le pouvoir et le privilège de la minorité bourgeoise. L'erreur, c'est qu'on préféra une atmosphère bourgeoise démocratique à une atmosphère fasciste, et qu'on abandonna le principe de la conquête du pouvoir par le prolétariat, pour revendiquer une illusoire substitution de la méthode démocratique à la méthode fasciste de gouvernement du capitalisme.

L'erreur fatale, c'est qu'on ne comprit pas que de toute façon, quand arriverait la situation révolutionnaire attendue depuis des dizaines et des dizaines d'années, l'Etat bourgeois s'armait pour se défendre contre l'avance du prolétariat et que, par conséquent, une telle situation devait apparaître non comme un retour en arrière mais comme un progrès par rapport aux années de paix sociale apparente où l'élan du prolétariat était limité. Le tort fait au développement des énergies révolutionnaires et aux perspectives d'instauration d'une société socialiste ne vient pas de ce que la bourgeoisie organisée sur le mode fasciste serait plus puissante ou plus efficace pour défendre ses privilèges qu'une bourgeoisie encore organisée sur le mode démocratique. La puissance et l'énergie de classe sont les mêmes dans les deux cas. Dans la phase démocratique, il s'agit d'énergie potentielle: la gueule du canon est recouverte par une bâche innocente. Dans la phase fasciste, l'énergie se mani-

festé à l'état cinétique: on enlève le capuchon, le coup part. Ce que les chefs traîtres du prolétariat réclament du capitalisme exploiteur et oppresseur n'est qu'une revendication défaitiste et stupide: ils lui demandent de recouvrir à nouveau son arme de l'écran trompeur qui la masquait. Or ceci ne diminuerait nullement l'efficacité de la domination et de l'exploitation mais ne ferait que l'augmenter, en renouvelant l'expédient de la tromperie légalitaire.

Puisqu'il serait encore plus insensé de demander à l'ennemi de désarmer, il faut saluer avec joie le fait que la situation menaçante le contraint à dévoiler ses batteries: il sera moins difficile pour nous de l'affronter et de la vaincre.

Le régime dictatorial de la domination bourgeoise est donc une phase inévitable et prévue de la vie historique du capitalisme, qui ne mourra pas sans l'avoir essayée. Lutter pour retarder cette mise à nu des énergies sociales antagonistes, faire une propagande vide et rhétorique inspirée par une stupide horreur de principe pour la dictature, ne peut que favoriser la survie du régime capitaliste et prolonger l'asservissement et l'oppression qui pèsent sur la classe laborieuse.

Nous tirons de ceci une autre conclusion tout aussi fondée, quoique propre à faire crier toutes les oies de la gauche bourgeoise: si on compare la phase démocratique du capitalisme et sa phase totalitaire, il apparaît que l'oppression de classe est plus grande dans la première, étant bien entendu que la classe dominante tend toujours à choisir la méthode la plus utile pour sa propre conservation. Bien sûr, le fascisme déchaîne une masse plus grande de violences policières et de répressions même sanglantes, mais cet aspect d'énergie actuelle affecte surtout, avec les très rares chefs et cadres révolutionnaires authentiques du mouvement ouvrier, une couche de moyens bourgeois, politiciens de profession, qui se donnent des airs de progressistes et d'amis de la classe ouvrière, mais qui ne sont en réalité que la milice que le patronat entretient spécialement pour les temps de comédie parlementaire. Ceux qui n'ont pas le temps de changer de style et de livrée sont chassés à coups de pied au derrière, d'où la plupart des cris.

Quand à la masse de la classe laborieuse, elle continue à être exploitée comme elle l'a toujours été sur le plan économique, et les avant-gardes qui se forment en son sein pour attaquer le régime établi continuent, dès qu'elles prennent le droit chemin de l'action anti-légalitaire, à recevoir le plomb que leur ont toujours réservé les gouvernements bourgeois démocratiques, comme on en a mille exemples en France avec les gouvernements républicains en 1848 et 1871, en Allemagne avec les sociaux-démocrates en 1919, etc...

Mais la nouvelle méthode tendant à planifier l'économie capitaliste constitue, par rapport au libéralisme classique illimité, désormais dépassé, une forme d'autolimitation du capitalisme et amène à niveler l'extorsion de la plus-value autour d'une moyenne. On adopte les mesures réformistes réclamées depuis des décades par des socialistes de droite, ce qui réduit les formes extrêmes et aiguës d'exploitation patronale, tandis que se développent des formes d'assistance sociale matérielle. Tout cela tend à retarder les crises d'affrontement entre les classes et les contradictions du mode de production capitaliste, mais il serait en aucun doute impossible d'y parvenir si on ne réussissait pas à concilier dans une certaine mesure la répression ouverte à l'encontre des avant-gardes révolutionnaires et certaines concessions aux besoins économiques les plus impérieux des masses. Ces deux aspects du drame historique que nous vivons se conditionnent l'un l'autre. Le vieux Churchill disait avec raison aux travaillistes: «Vous ne pourrez pas fonder une économie d'Etat sans Etat policier.» Plus il y a d'interventions, et plus il y a de règles, plus il y a de contrôles et plus il y a de flics. Le fascisme consiste à combiner un habile réformisme social et l'usage non dis-

simulé de la violence armée pour la défense du pouvoir d'Etat. Tous ses exemples ne sont pas aussi significatifs, mais le fascisme allemand, aussi impitoyable qu'on voudra dans l'élimination de ses adversaires, réalisa un niveau de vie moyen très élevé et une administration techniquement excellente, et quand il établit des restrictions de guerre, il les fit peser aussi sur les classes possédantes dans une proportion inattendue.

Donc si dans la phase totalitaire la proportion de l'usage cinétique de la violence bourgeoise augmente par rapport à la violence potentielle, l'ensemble de la pression sur le prolétariat n'en est pas augmenté pour autant, mais diminué. C'est pourquoi justement la crise finale de la lutte de classes en est historiquement retardée.

La collaboration des classes, c'est la mort des énergies révolutionnaires. La démocratie est une collaboration de classes en paroles, le fascisme est une collaboration de classes en fait. Nous sommes en plein dans cette phase historique. La reprise de la lutte des classes surgira dialectiquement d'une phase ultérieure, mais en tout cas qu'il soit bien établi qu'elle ne peut pas naître d'une lutte des classes laborieuses pour le retour au libéralisme, où elles n'ont rien à gagner, même relativement.

Cet exposé se réfère surtout à l'emploi de la force, de la violence et de la dictature par les classes dominantes; il n'épuise pas la question de leur emploi par le prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir et dans l'exercice de ce pouvoir, point important qui sera traité par la suite. Mais, pour rester encore un instant dans le domaine des formes bourgeoises de dictature, il est bon de préciser que lorsque nous parlons de méthode fasciste, totalitaire et dictatorial du capitalisme, nous nous référons toujours à des actions et à des structures collectives: nous n'attachons aucune importance particulière aux personnes des dictateurs, qui occupent si fort l'attention du public habilement conditionné, et avec le même effet, par les partisans et par les adversaires.

En plein déroulement de la dernière guerre, deux des «grands» ont quitté la scène: Roosevelt et Churchill; et dans l'ensemble rien n'a changé pour autant dans le cours des événements. Laissons de côté l'Italie où le fascisme et l'antifascisme ont eu quelque chose de clownesque (le premier modèle d'une innovation fait toujours rire, comme les premières automobiles qu'on peut voir au musée par rapport aux voitures modernes de série). En Allemagne, la personne d'Hitler représentait un facteur superflu du puissant déploiement de forces nazi; un jour, le régime soviétique réussira parfaitement à se passer de Staline; et quant à cet autre impressionnant appareil énergétique, celui du Japon, il était fondé sur des castes et sur des classes sans chef personnel.

On ne peut échapper au déluge de mensonges dont l'opinion publique actuelle est abreuvée, qu'en pourchassant impitoyablement le fétiche de l'individu: non seulement l'individu d'en bas, l'homme de la rue, l'individu des sommets, le plus brillant, celui qu'illuminent en plein les feux des projecteurs, le Chef, le Grand Homme.

Que nous vivions dans une époque d'auto-gouvernement des peuples, même les oies n'y croient plus.

Mais nous ne sommes pas non plus gouvernés par quelques grands hommes: nous sommes gouvernés par un tout petit nombre de grands Monstres de classe, les plus grands Etats du globe, instruments de domination dont l'immense pouvoir pèse sur tous et sur tout. Tout en accumulant sans mystère des énergies potentielles, ils se préparent, aux quatre coins de l'horizon, à déployer des forces cinétiques immenses et écrasantes dès que la conservation des institutions actuelles le réclamera, et sans hésiter le moins du monde devant des scrupules humains, moraux et légaux, devant les principes idéaux sur lesquels croissent du matin au soir les Tartuffes ignobles et stipendiés des diverses propagandes.

LCR ET LO EN GRAVITATION AUTOUR DE L'UNION SACRÉE

Le résultat du scrutin présidentiel en France, n'a pas fait que révéler la force de l'extrême droite, il a aussi mis en évidence la réaction quasi immédiate de tout l'arc politique démocratique bourgeois à former un **bloc antifasciste uni** contre Le Pen et sa suite.

Sitôt les résultats connus se sont formés des manifestations anti-Le Pen dont les thèmes variaient du «No pasaran» et de l'appel à la «Résistance» de certains, au plus patriotique «honte à la France». Une véritable Union Sacrée s'est constituée à l'appel des partis de gauche, dans laquelle la LCR et LO ont fait la claqué sans se préoccuper de la nature bourgeoise de tous ces appels à la défense de la démocratie bafouée et de leur éloignement de toute position de classe.

Rien d'étonnant, puisque chacune des deux organisations, avec des différences politiques propres, ne défend d'autre stratégie de la lutte de classe qu'à travers des institutions bourgeoises démocratiques, soit comme moyen d'une politique réformiste plus accrochée au «mouvement social», à l'antimondialisme, etc., soit comme étape intermédiaire, nécessaire et incontournable vers un «gouvernement ouvrier», combinaison de gauches de toute sorte dont on passe aujourd'hui le programme comme chat sur braise. Autant l'une que l'autre ne peut donc se passer des institutions de l'Etat. Leur mise en danger, réelle ou supposée, par l'extrême-droite ou le fascisme, représente donc une grave atteinte à leur stratégie centriste (révolutionnaire en paroles mais incapable de rompre avec la composante réformiste bourgeoise). De cela découle leur prompt **intégration** au chœur de l'antifascisme démocratique, comme nous allons voir, en dépit des différences indéniables d'attitude dont se glorifie LO: ces différences étaient en réalité davantage de forme que de fond.

Pour la LCR et LO, le deuxième tour des élections posait la douloureuse question de

la consigne de vote. Toutes les deux y ont répondu par des pirouettes jésuitiques qui démontrent encore une fois leur incapacité congénitale à rompre avec une stratégie réformiste.

La LCR a dans un premier temps refusé d'appeler à voter Chirac, tout en gardant la porte ouverte. Elle appelait aux manifestations de rue et à la mobilisation «pour que Le Pen ait le moins de voix possible le 5 mai», tout en expliquant que: «*Nous comprenons les électeurs qui votent Chirac pour s'opposer à Le Pen*». Cette position mi-chèvre mi-chou n'a pu être maintenue que quelques jours et finalement la LCR se ralliait complètement au front républicain en appelant à «voter contre Le Pen». Contre LO qui prendra prétexte de cet appel pour refuser une entente électorale pour les législatives, «Rouge» explique que «*s'opposer frontalement, comme Lutte Ouvrière, à ceux qui estimaient n'avoir d'autre choix que de voter Chirac aurait été d'un doctrinarisme absurde*». C'est toujours la même attitude suiviste: sous prétexte de ne pas s'opposer à ceux qui ont des «illusions» afin qu'ils «fassent leur expérience», on participe à la diffusion de ces illusions, on les renforce, on se fait le **complice** de ceux qui trompent les prolétaires. Du vote Mitterrand au vote Chirac, la seule chose qui est impossible à la LCR, c'est une position réellement communiste!

Elle pourra faire toutes les contorsions qu'elle voudra, sa position revient clairement à la protection de l'Etat bourgeois contre les coups de boutoirs supposés de l'extrême-droite.

LO n'a guère de peine à paraître plus intransigeante que sa rivale; mais cette «intransigeance» est largement fictive. Après avoir, dans un premier temps, semblé préconiser l'abstention (comme c'était de longue date annoncé en cas de duel Jospin-Chirac), L.O. fera un pas en arrière. «*Je n'appelle pas à l'abstention au second tour de l'élection*

Présidentielle. J'appelle l'ensemble des travailleurs et en particulier ceux qui ont voté Le Pen à ne pas voter pour lui car, en plus d'être un ennemi du monde du travail, il est porteur d'une idéologie qu'il faut absolument condamner», déclarera ainsi Arlette Laguiller. Comprenez qui pourra! Camarade ouvrier, te dis LO, tu dois aller voter, mais ne vote pas pour Le Pen, et voter pour Chirac n'est pas recommandé non plus (peut-être toléré?), mais démerdes-toi dans l'isoloir pour que Le Pen ne passe pas! Quand on veut encore apparaître comme un pôle révolutionnaire, l'antifascisme démocratique oblige à bien des prouesses tactiques! Quelques jours plus tard, LO précisera que sa consigne est le vote blanc ou nul: l'essentiel est d'aller voter!

Ce refus d'appeler au vote Chirac qui a fait de LO la cible de nombreuses attaques est loin de lui faire mériter un brevet d'intransigeance révolutionnaire, ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une intransigeance... purement électorale. Il ne suffit pas en effet de ne pas appeler à voter Chirac - cela devrait être la moindre des choses pour n'importe quelle organisation qui se réclame de la lutte ouvrière - il faudrait surtout combattre ouvertement, sans hésitation, à contre-courant, bref «frontalement», les positions politiques qui conduisent logiquement à ce soutien à Chirac - à savoir la funeste tactique de l'antifascisme démocratique, la fatale croyance à l'impartialité de l'Etat et au bien suprême que constituerait la démocratie.

Mais c'est précisément ce que LO ne fait pas, qui participe au contraire à la diffusion de ces positions, notamment lors de ses participations au cirque électoral - même si «Le Monde» lui reprochait au début de la campagne de se désintéresser du combat antifasciste, en apportant comme une preuve de son accusation qu'elle tolérât la diffusion de notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi»!

Et en fait LO a tenu à affirmer qu'elle participait elle aussi à la «campagne contre Le Pen et ses idées dans la rue, dans les quartiers populaires et dans les entreprises» (communiqué du 27/4) sans qu'appa-

raisse en quoi cette participation serait différente de celle des autres composantes actives dans cette campagne: et en fait elle n'y était pas présente pour combattre l'orientation qui dominait mais pour affirmer sa participation à cette union sacrée. Il n'était pas question alors de critiquer ceux qui «gonflaient la baudruche Le Pen» comme LO le fera après coup, parce qu'elle en faisait partie!

* * *

Un autre point commun entre la LCR et LO les relie au-delà de leurs divergences sur cette question: il faut attendre un succès électoral pour les entendre (surtout LO) enfin parler de la question du parti. Oh! Pas d'un parti communiste au programme compact, unique et oeuvrant pour la révolution prolétarienne, c'est-à-dire pour la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, mais seulement d'un regroupement hétéroclite des forces électorales et associatives de gauche portées par leur succès aux présidentielles. Le parti réel ne naît pas de la lutte de classe et de l'attachement au programme communiste pour ces organisations se réclamant de Trotsky, mais... du score électoral. Cela en dit long sur la nature du futur de ou des éventuels regroupements qui pourraient naître de ce parcours électoral de ces organisations! Toutes les deux n'ont peut-être pas envie de rassembler les mêmes morceaux, mais il est certain que toutes les deux misent sur les débris du PCF et en général sur la débâcle des réformistes pour prendre leur place.

Malgré toutes les précautions de langage et de tactique qu'elles prennent, la LCR comme LO (sans parler du troisième larron trotskyste, le PT, qui n'en fait pas mystère) ne peuvent cacher qu'elles constituent la **queue extrême du réformisme**. Incapables de rompre - et donc d'appeler les prolétaires à rompre - avec la tradition réformiste, elles gravitent autour de cette Union Sacrée en défense de l'Etat bourgeois démocratique qui vient de se manifester à l'occasion des élections présidentielles.

Bien plus grave, elles y font graviter aussi nombre de prolétaires trompés par les apparences de leur discours.

AUX EDITIONS PROGRAMME

TEXTES EN FRANÇAIS (EXTRAITS)

SÉRIE «LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL»

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 7 € |
| 2. Parti et classe | 3 € |
| 3. Les Fondements du communisme révolutionnaire | épuisé |
| 4. Eléments d'orientation marxiste | 2 € |
| 5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») | 15 € |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe | épuisé |
| 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) | 7,5€ |
| 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) | 4,5 € |
| 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) | 9 € |
| 10. Eléments de l'économie marxiste | 9 € |

BROCHURES «LE PROLETAIRE»

- | | |
|--|-----|
| 5. Question féminine et lutte de classe | 1 € |
| 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois | 1 € |
| 7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) | 1 € |
| 8. Violence, terrorisme et lutte de classe | 1 € |
| 10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) | 1 € |
| 11. Auschwitz ou le grand alibi | 1 € |

- | | |
|---|-------|
| 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration | 1 € |
| 13. Le marxisme et l'Iran | 1 € |
| 14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte | 1 € |
| 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) | 1 € |
| 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. Int. - 1981) | 1,5 € |
| 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! | 1 € |
| 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste | 2 € |
| 21. Lénine sur le chemin de la révolution | 1,5 € |
| 22. Marxisme et science bourgeoise | 1,5 € |
| 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme | 1,5 € |
| 24. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe | 1 € |
| 25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne | 1,5 € |
| 26. A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons | 1,5 € |
| 27. Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! | 1,5 € |
| 28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? | 1,5 € |

SUPPLÉMENTS AU «PROLETAIRE»

- | | |
|--|-----|
| - Mouvements revendicatifs et socialisme | 1 € |
|--|-----|

- | | |
|--|-----|
| - Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition ! | 1 € |
| - Pour un anti-racisme prolétarien | 1 € |
| - Révolution et contre-révolution en Russie | 1 € |
| - L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien | 1 € |
| - Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) | 1 € |

« Il Comunista » n°79 (Bimestrale) Avril 2002

- Per il ritorno ai metodi, ai mezzi e agli obiettivi della lotta di classe
- Pax israelo-americana in Palestina
- Alla straffortezza dei padroni, gli operai rispondono con la lotta contro i licenziamenti!
- No all'abbraccio soffocante dell'interclassismo! (Sull'uccisione di Marco Biagi)
- A Gela, intorno al Petrolchimico, si sono sovrapposte diverse battaglie, e quella proletaria è stata soffocata nella difesa degli interessi aziendali, e quindi governativi
- E' «realizzabile» la democrazia nell'epoca dell'imperialismo? (Lenin)
- Corea del Sud
- Ai proletari israeliani. Ai proletari palestinesi. Ai proletari d'Europa e d'America
- Quanto vale la vita di un operaio?
- Terrorismo e comunismo (VIII) - Trotsky
- Le masse palestinesi sotto il tallone di ferro dell'ordine imperialista mondiale
- La bella vita del parlamentare

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 2002

Alain en souvenir de Suzanne Voute: 130 / Alberto pour El Programma Comunista: 20 / Des lecteurs de Carcassonne: 7,82 / Daniel: 7,5 / Paris: 130 / Lionel: 23,5 / Robotnik: 7,5
Total liste: 316,32 €
Total général: 1.280,37 €

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse :
Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**